

PARTE UFFICIALE

RÈGLEMENT

de service international annexé à la convention télégraphique de St-Petersbourg: Révision de Londres.

(Annexo al R. decreto 4 aprile 1880, numero 5377 (Serie 2*),
pubblicato nella Gazzetta N. 116)

Article 13 de la convention.

Les dispositions de la présente convention sont complétées par un règlement, dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les Administrations des Etats contractants.

I. Réseau international.

Article 4 de la convention.

Chaque Gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

I.

1. Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très-actif sont, autant que possible, reliées par des fils directs, d'un diamètre d'au moins cinq millimètres et dont le service, dégagé du travail des bureaux intermédiaires, n'est affecté, dans la règle, qu'aux relations entre les deux villes désignées comme leurs point extrêmes.

2. Ces fils peuvent être détournés de cette affectation spéciale en cas de dérangement des lignes; mais ils doivent y être ramenés dès que le dérangement a cessé.

3. Les Administrations télégraphiques indiquent, sur chaque fil, un ou plusieurs bureaux intermédiaires obligés de prendre les correspondances en passage, si la transmission directe entre les deux bureaux extrêmes est impossible.

II.

1. Les Administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des fils internationaux et des câbles sous-marins; elles combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

2. Les chefs de service des circonscriptions voisines des frontières s'entendent directement pour assurer, en ce qui les concerne, l'exécution de ces mesures.

III.

Les appareils Morse et Hughes restent concurremment adoptés pour le service des fils internationaux, jusqu'à une nouvelle entente sur l'introduction d'autres appareils.

IV.

1. Entre les villes importantes des Etats contractants, le service est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

2. Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public, au moins, de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

3. Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les Administrations respectives des Etats contractants. Chaque Etat peut appliquer, le dimanche, aux bureaux à service complet les heures du service limité; cette mesure est notifiée au bureau international, qui en avertit les autres Administrations.

4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau permanent.

5. Entre deux bureaux d'Etats différents communiquant par un fil direct la clôture est donnée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus occidentale.

6. Cette règle s'applique à la clôture des procès-verbaux et à la division des séances dans les bureaux à service permanent.

7. Le même temps est adopté par tous les bureaux d'un même Etat. C'est généralement le temps moyen de la capitale de cet Etat.

V.

Les notations suivantes sont adoptées dans les tarifs internationaux pour désigner les bureaux télégraphiques:

N bureau à service permanent (de jour et de nuit);

$\frac{N}{2}$ bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit;

C bureau à service de jour complet;

L bureau à service limité (c'est-à-dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet);

B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains;

H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;

E bureau ouvert seulement pendant le séjour de la Cour;

L bureau ouvert avec service complet dans la saison des bains et limité pendant le reste de l'année;

L bureau ouvert avec service complet pendant l'hiver et limité pendant le reste de l'année;

F station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers;

P bureau appartenant à une compagnie privée;

S bureau sémaphorique;

* bureau à ouvrir prochainement.

Ces notations peuvent se combiner avec les précédentes.

2. Dispositions générales relatives à la correspondance.

Article 1^{er} de la convention.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article 2 de la convention.

Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Article 3 de la convention.

Toutefois, elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Article 5 de la convention.

Les télégrammes sont classés en trois catégories:

1^o Télégrammes d'Etat: ceux qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes;

2^o Télégrammes de service: ceux qui émanent des Administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par les dites Administrations;

3^o Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Article 7 de la convention.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 8 de la convention.

Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

3. Rédaction et dépôt des télégrammes.

Article 6 de la convention.

Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux Etats qui admettent ce mode de correspondance.

Les Etats qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8.

VI.

Les télégrammes peuvent être rédigés en langage clair, en langage convenu ou en langage chiffré.

VII.

1. Les télégrammes en langage clair doivent offrir un sens compréhensible en l'une quelconque des langues usitées sur les territoires des Etats contractants ou en langue latine.

2. Chaque Administration désigne, parmi les langues usitées sur les territoires de l'Etat auquel elle appartient, celles quelle

considère comme propres à la correspondance télégraphique internationale en langage clair.

3. Les télégrammes de service sont rédigés en français, lorsque les Administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'une autre langue.

4. Cette disposition est applicable aux indications du préambule et aux avis de service ou d'office qui accompagnent la transmission des correspondances.

VIII.

1. On entend par langage convenu l'emploi de mots qui, tout en présentant chacun un sens intrinsèque, ne forment point des phrases compréhensibles pour les offices en correspondance.

2. Ces mots sont extraits des vocabulaires admis pour la correspondance internationale en langage convenu, mais dont la composition varie selon qu'il s'agit du régime européen ou du régime extra-européen.

3. Dans le régime européen, les télégrammes en langage convenu ne doivent contenir que des mots appartenant à l'une des langues mentionnées au paragraphe 2 de l'article VII. Tout télégramme ne doit contenir que des mots puisés dans une même langue.

4. Dans le régime extra-européen, les télégrammes en langage convenu ne peuvent contenir que des mots appartenant aux langues allemande, anglaise, espagnole, française, italienne, néerlandaise, portugaise et latine. Tout télégramme peut contenir des mots puisés dans toutes les langues susmentionnées.

5. Les noms propres ne peuvent pas entrer dans la composition des vocabulaires. Ils ne sont admis dans la rédaction des télégrammes en langage convenu, qu'avec leur signification en langage clair.

6. Le bureau d'origine peut demander la production du vocabulaire, afin de contrôler l'exécution des dispositions qui précèdent.

IX.

1. Sont considérés comme télégrammes en langage chiffré:

a) Ceux qui contiennent un texte chiffré ou en lettre secrètes;

b) Ceux qui renferment, soit des séries ou des groupes de chiffres ou de lettres dont la signification ne serait pas connue du bureau d'origine, soit des mots, des noms ou des assemblages de lettres, ne remplissant pas les conditions exigées pour le langage clair (art. VII) ou convenu (art. VIII).

2. Le texte des télégrammes chiffrés peut être soit entièrement secret, soit en partie secret et en partie clair. Dans ce dernier cas, les passages secrets doivent être placés entre deux parenthèses, les séparant du texte ordinaire qui précède ou qui suit. Le texte chiffré doit être composé exclusivement de lettres de l'alphabet ou exclusivement de chiffres arabes.

3. Les offices extra-européens sont autorisés à ne pas admettre sur leurs lignes les télégrammes privés contenant des lettres secrètes.

X.

1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement, en caractère qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques (art. XI) et qui soient en usage dans le pays où le télégramme est présenté.

2. Le texte doit être précédé de l'adresse, qui peut être écrite sous une forme convenue ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre à domicile un télégramme dont l'adresse est ainsi composée, est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique. Toute adresse doit contenir, au moins, deux mots, le premier représentant l'adresse du destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

3. La signature peut également revêtir la forme abrégée ou être

omise. Quand elle figure dans les mots à transmettre, elle doit être placée après le texte. Si elle est omise, le dernier mot du texte la remplace pour signaler les télégrammes dans les communications de service qui s'y rapportent.

4. L'expéditeur doit écrire sur la minute, entre parenthèses et immédiatement avant l'adresse, les indications éventuelles relatives à la remise à domicile, à la réponse payée, à l'accusé de réception, aux télégrammes urgents, collationnés ou à faire suivre, etc.

5. Ces indications peuvent être écrites sous la forme abrégée adoptée pour les indications de service entre les bureaux. Dans ce cas, elles ne sont comptées chacune que pour un mot. Lorsqu'elles sont exprimées en langage ordinaire, elles doivent être écrites en français.

6. Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être, approuvé de l'expéditeur du télégramme ou de son représentant.

XI.

Les caractères disponibles pour la rédaction des télégrammes sont les suivants :

Lettres :

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres :

Point (.), virgule (,), point et virgule (;), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union (-), parenthèses (), guillemet (« »), barre de fraction (/), souligné.

Signes conventionnels :

Télégramme privé urgent *D*, réponse payée *RP*, télégramme collationné *TC*, accusé de réception *CR*, télégramme à faire suivre *FS*, poste payée *PP*, exprès payé *XP*, télégramme remis ouvert *RO*.

Avec l'appareil Morse seulement :

Les lettres Ä, Å ou À, Ñ, Ö, Ü.

Avec l'appareil Hughes seulement :

Les signes : croix (+), double trait (=).

XII.

1. L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme à destination. Ces indications, à l'exclusion des noms de personnes, doivent être écrites en français ou dans la langue du pays de destination.

2. L'adresse des télégrammes privés doit toujours être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches, ni demandes de renseignements.

3. Elle doit comprendre, pour les grandes villes, la mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, celle de la profession du destinataire ou autres analogues.

4. Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

5. La mention du pays de destination est essentielle dans toutes les circonstances où il peut y avoir doute sur la direction à donner au télégramme.

6. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues par les paragraphes précédents, doivent néanmoins être transmis.

7. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

XIII.

1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

3. Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions ne sont pas refusés par le bureau de départ, mais, celui-ci les signale immédiatement à l'Administration centrale.

XIV.

1. La signature n'est pas transmise dans les télégrammes de service ; l'adressé de ces télégrammes affecte la forme suivante :

Paris de St-Petersbourg,

Directeur général à Directeur général.

2. Quand il s'agit d'avis de service échangés entre bureaux au sujet des incidents de la transmission, on transmet simplement le numéro et le texte du télégramme, sans adresse ni signature.

XV.

1. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité, lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

2. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit par la formule :

« *Signature légalisée par.* . . . »

3. Le bureau vérifie la sincérité de la légalisation. Hormis le cas où la signature lui est connue, il ne peut la considérer comme authentique que si elle est pourvue du sceau ou cachet de l'autorité signataire. Dans les cas contraires, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

4. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés ; elle prend place après la signature du télégramme.

4. Taxation.

Article 10 de la convention.

Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des Etats contractants, sera uniforme. Un même Etat pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe est établi d'Etat à Etat, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les Etats contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Article 11 de la convention.

Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau des dits Etats.

XVI.

1. Le tarif applicable aux correspondances internationales est fixé conformément aux tableaux qui font suite au présent règlement, sauf les modifications du taux ou des bases d'application des tarifs qui pourront être arrêtées entre Etats intéressés, en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 et de l'article 17 de la convention.

2. Ces modifications devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible, et les combinaisons nécessaires seront réglées de telle manière que les taxes terminales des offices d'origine et de destination restent égales, quelle que soit la voie suivie.

3. Toute taxe ou disposition nouvelle, toute modification d'ensemble ou de détail ne seront exécutoires que deux mois, au moins, après leur notification par le bureau international.

XVII.

1. La taxe est établie par mot sur tout le parcours.

2. Dans la correspondance européenne, à défaut d'arrangements particuliers entre Etats intéressés, la taxe s'établit sans condition de *minimum* pour le nombre de mots; il est ajouté à la taxe résultant du nombre effectif des mots, une taxe égale à celle de 5 mots, par télégramme.

XVIII.

1. Les Administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue des télégrammes de service jouissant du privilège de la gratuité qui leur est attribué par l'article 11 de la convention.

2. Les reinseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence sont demandés ou donnés par la poste, au moyen de lettres affranchies.

XIX.

1. Tout télégramme rectificatif, completif et, généralement, toute communication échangée, soit entre l'expéditeur et le destinataire, soit par l'un d'eux avec un bureau télégraphique, à l'occasion d'un télégramme transmis ou en cours de transmission, est un télégramme privé, traité et taxé conformément aux dispositions du présent règlement.

2. La taxe est restituée si la communication a été motivée par l'une des circonstances qui donnent lieu au remboursement de la taxe, aux termes de l'article LXV. En cas de rectification d'erreurs de service dans des télégrammes non-collationnés, les taxes des télégrammes rectificatifs sont seules remboursées.

3. Le bureau télégraphique qui reçoit une communication de l'espèce, y donne suite et répond, si la réponse est payée et dans les limites indiquées.

4. Les dispositions qui font l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article LXIV sont applicables aux communications dont il s'agit dans le présent article.

XX.

1. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ du télégramme et son point de destination, à moins que l'expéditeur n'ait indiqué une autre voie conformément à l'article XXXVIII.

2. L'indication de la voie écrite par l'expéditeur est transmise dans le préambule comme indication de service et n'est point taxée.

3. Les Administrations des Etats contractants s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxes qui pour-

raient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

XXI.

1. Les taxes à percevoir en vertu des articles XVI et XVII peuvent être arrondies, en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux annexés au présent règlement, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales, d'après les convenances monétaires ou autres du pays d'origine. Dans ce dernier cas, l'Administration expéditrice a, en outre, la faculté de modifier, pour la perception, le nombre de mots qui constitue la taxe additionnelle.

2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition fixée par les dits tableaux, au profit des autres offices intéressés. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux, au moyen des équivalents du paragraphe suivant, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe.

3. Il sera perçu, au *maximum*, pour un franc :

En Allemagne, 0 85 mark;

En Autriche et en Hongrie, 50 kreuzer (valeur autrichienne);

En Danemark, 0 75 krone;

En Egypte, 3 piastres 34 paras monnaie tarif;

En Espagne, 1 peseta;

Dans la Grande-Bretagne, 10 pence;

En Grèce, 1 20 drachme;

Dans l'Inde britannique, 0 50 roupie;

En Italie, 1 lira;

Au Japon, 0 24 dollar mexicain;

En Norvège, 0 75 krone;

Dans les Pays-Bas et dans les Indes néerlandaises, 0 50 florin;

En Perse, 23 schahis;

En Portugal, 200 reis;

En Roumanie, 1 piastre nouvelle;

En Russie, 0 25 rouble;

En Serbie, 1 dinar;

En Suède, 0 75 krona;

En Turquie, 4 piastres, 13 paras, 1 aspre medjidiés.

4. Le paiement pourra être exigé en valeur métallique.

5. Compte des mots.

XXII.

1. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de son télégramme, pour être transmis, entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 8 de l'article suivant et au paragraphe 2 de l'article XX.

2. Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau, dans l'intérêt du service, ne sont pas taxés.

3. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont inscrits d'office sur la copie remise au destinataire.

4. L'expéditeur peut insérer ces indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots.

XXIII.

1. Le *maximum* de longueur d'un mot est fixé à quinze caractères selon l'alphabet Morse; l'excédant, toujours jusqu'à concurrence de quinze caractères, est compté pour un mot.

2. Pour la correspondance extra-européenne, ce *maximum* est fixé à dix caractères.

3. Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

4. Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

5. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue ne sont point admises. Toutefois, les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules ou qualifications, ainsi que les nombres écrits en toutes lettres, sont comptés pour le nombre de mots employés par l'expéditeur à les exprimer.

6. Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres. Pour la correspondance extra-européenne, le nombre de mots auquel correspond un groupe de chiffres ou de lettres, s'obtient en divisant les chiffres par trois et ajoutant, s'il y a lieu, un mot pour le reste.

7. Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot; il en est de même du souligné.

8. Les signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéas, ne sont pas comptés. Sur les lignes extra-européennes, la transmission de ces signes n'est pas obligatoire.

9. Sont toutefois comptés pour un chiffre: les points et les virgules qui entrent dans la formation des nombres ainsi que les barres de division.

10. Les lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les nombres ordinaux sont comptées chacune pour un chiffre.

XXIV.

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots.

CORRESPONDANCE

	européenne	extra-européenne
Responsabilité (14 caractères)	1 mot	2 mots
Kriegsgeschichten (15 caractères)	1 mot	2 mots
Inconstitutionnalité (20 caractères)	2 mots	2 mots
A-t-il	3 mots	3 mots
Aujourd'hui (écrit sans apostrophe)	1 mot	1 mot
C'est-à-dire	4 mots	4 mots
Aix-la-Chapelle	3 mots	3 mots
Aixlachapelle (12 caractères)	1 mot	2 mots
Aachen	1 mot	1 mot
Newyork	1 mot	1 mot
New-York	2 mots	2 mots
Frankfurt am Main	3 mots	3 mots
Frankfurt a/M	2 mots	2 mots
New South Wales	3 mots	3 mots
Newsouthwales (13 caractères)	1 mot	2 mots
Van de Brande	3 mots	3 mots
Vandebrande (11 caractères)	1 mot	2 mots
Du Bois	2 mots	2 mots
Dubois	1 mot	1 mot
Belgrave Square	2 mots	2 mots
Hyde Park	2 mots	2 mots
Saintjames Street	2 mots	2 mots
Portland Place	2 mots	2 mots
44 ¹ / ₂ (5 chiffres et signes)	1 mot	2 mots
444 ¹ / ₂ (6 » » » »)	2 mots	2 mots
444,5 (5 » » » »)	1 mot	2 mots
444,55 (6 » » » » »)	2 mots	2 mots
10 francs 50 centimes (ou) 10 fr. 50 c.	4 mots	4 mots
10 fr. 50	3 mots	3 mots
fr. 10,50	2 mots	3 mots
11 h. 30	3 mots	3 mots

CORRESPONDANCE

	européenne	extra-européenne
11,30	1 mot	2 mots
Le 17 ^{me}	2 mots	3 mots
Le 1529 ^{me}	3 mots	3 mots
44/2	1 mot	2 mots
44/	1 mot	1 mot
20/°	1 mot	2 mots
2 p. °/°	3 mots	3 mots
huit/10	2 mots	2 mots
5/douzièmes	2 mots	2 mots
5 bis	2 mots	2 mots
5 ter	2 mots	2 mots
Deux cent trente quatre	4 mots	4 mots
Deuxcenttrente quatre (20 caractères)	2 mots	2 mots
Two hundred and thirty four	5 mots	5 mots
Twohundredandthirtyfour (23 caractères)	2 mots	3 mots
E.	1 mot	1 mot
E. M.	2 mots	2 mots
Emvthf (6 lettres)	2 mots	2 mots
tmrlz (5 lettres)	1 mot	2 mots
CH23 (marque de commerce)	2 mots	2 mots
ADVGMY (id.)	2 mots	2 mots
AP (id.)	1 mot	2 mots
M (id.)	1 mot	2 mots
3 (id.)	2 mots	2 mots
C. H. F. 45 (id.)	4 mots	4 mots
L'affaire est urgente; partir sans retard (7 mots et deux soulignés) *)	9 mots	9 mots

XXV.

Dans les télégrammes qui contiennent un langage convenu ou un langage chiffré, les mots clairs sont comptés conformément aux paragraphes 1 à 5 inclus de l'article XXIII. Les mots en langage convenu admis sont comptés d'après les mêmes règles. Enfin, les groupes de chiffres ou de lettres, ainsi que les mots, noms ou assemblages de lettres non admis dans le langage clair ou convenu, sont comptés d'après les règles établies par les paragraphes 6 à 10 inclus de l'article XXIII précité.

6. Perception des taxes.

XXVI.

1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (art. LII, § 6), les frais d'express (art. LVI, § 1) et les télégrammes sémaphoriques (art. LVIII, § 6) qui donnent lieu à une perception par le bureau d'arrivée.

2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue.

3. L'office d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites d'un quart de franc.

4. Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

5. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins de conventions spéciales conclues conformément à l'article 17 de la convention, sauf ce qui est prévu aux articles LII et LVIII ci-après, pour les réexpéditions des télégrammes à faire suivre et pour les télégrammes sémaphoriques.

(*) Le signal souligné est transmis avant et après chaque mot ou passage souligné.

6. Les Administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par les destinataires, soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'office qui le fait en tient compte à l'office intéressé.

XXVII.

1. Les taxes perçues en moins par erreur et les taxes et frais non perçus sur le destinataire par suite de refus ou de l'impossibilité de le trouver, doivent être complétés par l'expéditeur.
2. Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés. Toutefois, le montant des timbres appliqués en trop par l'expéditeur n'est remboursé que sur sa demande.

7. Transmission des télégrammes.

a) Signaux de transmission.

XXVIII.

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service des appareils Morse et Hughes :

A) Signaux de l'appareil Morse.

Lettres :

Espacement et longueur des signes:

- | | | |
|--------|--|---|
| a | | <p>Espacement et longueur des signaux:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une barre est égale à 3 points. 2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à 1 point. 3. L'espace entre deux lettres est égal à 3 points. 4. L'espace entre deux mots est égal à 5 points. |
| ä | | |
| à ou ä | | |
| b | | |
| c | | |
| ch | | |
| d | | |
| e | | |
| é | | |
| f | | |
| g | | |












Chiffres :

1. [REDACTED]
2. [REDACTED]
3. [REDACTED]
4. [REDACTED]

- 5
6
7
8
9
0

[illegible]

On peut aussi employer, pour exprimer les chiffres, les signaux suivants, mais seulement dans les répétitions d'office:

- | | |
|---|--------------------|
|  | 1 |
|  | 2 |
|  | 3 |
|  | 4 |
|  | 5 |
|  | 6 |
|  | 7 |
|  | 8 |
|  | 9 |
|  | 0 |
|  | Barre de fraction. |

Signes de ponctuation et autres:

- Point (.)
- Point et virgule (;)
- Virgule (,)
- Deux points (:)
- Point d'interrogation ou demande
de répétition d'une transmis-
sion non comprise (?)
- Point d'exclamation (!)
- Apostrophe (')
- Alinéa
- Trait d'union (-)
- Parenthèses (avant et après les
mots) ()
- Guillemet (»)
- Souligné (avant et après les mots
ou le membre de phrase) . . .
- Signal séparant le préambule de
l'adresse, l'adresse du texte et
le texte de la signature. . .

Indications de service:

- | | |
|--|----------------------------|
| Télégramme d'Etat | 12 12 12 |
| » de service | 12 12 12 |
| » privé urgent. | 12 12 12 |
| » privé ordinaire | 12 12 12 12 12 |
| Réponse payée | 12 12 12 12 12 12 12 |
| Télégramme collationné | 12 12 12 12 12 12 |
| Accusé de réception | 12 12 12 12 12 12 12 |
| Télégramme à faire suivre | 12 12 12 12 12 12 |
| Poste payée | 12 12 12 12 12 12 12 12 |
| Express payé | 12 12 12 12 12 12 12 12 12 |
| Télégramme remis ouvert. | 12 12 12 12 12 12 12 |
| Appel (préliminaire de toute transmission) | 12 12 12 12 12 12 |
| Compris | 12 12 12 12 12 |
| Erreur | 12 12 12 12 12 12 12 |
| Fin de la transmission | 12 12 12 12 12 12 |
| Invitation à transmettre | 12 12 12 12 12 12 12 |
| Attente | 12 12 12 12 12 |
| Réception terminée. | 12 12 12 12 12 12 12 12 |

B) Signaux de l'appareil Hughes.*Lettres :*

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U,
V, W, X, Y, Z.

Chiffres :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres :

Point, virgule, point et virgule, deux points, point d'interrogation, point d'exclamation, apostrophe, croix +, trait d'union, E accentué, barre de fraction /, double trait =, parenthèse de gauche (, parenthèse de droite), Q, guillemet. »

L'espace entre deux nombres est marqué par deux blancs. Dans la transmission et dans le collationnement d'un nombre fractionnaire non décimal, le nombre entier doit être séparé par un blanc du numérateur de la fraction ordinaire qui suit (Exemple : 1 3/4 et non 13/4).

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (Exemple : — — *sans retard* — —), et soulignés à la main par l'employé d'arrivée.

Indications de service et signes conventionnels.

Télégramme d'Etat	S.
» de service	A.
» privé urgent	D.
» non urgent	P.
Réponse payé	RP.
Télégramme collationné	TC.
Accusé de réception	CR.
Télégramme à faire suivre	FS.
Poste payée	PP.
Exprès payé	XP.
Télégramme remis ouvert	RO.

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre : le blanc et l'N répétés alternativement ;

Pour régler le synchronisme et demander dans ce but la répétition prolongée du même signe : une combinaison composée du blanc, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire ;

Pour demander ou faciliter le réglage de l'électroaimant : une combinaison formée des quatre signaux suivants : le blanc, l'I, l'N et le T, répétée autant de fois qu'il est nécessaire ;

Pour donner attente : la combinaison ATT, suivie de la durée probable de l'attente ;

Pour indiquer une erreur : deux ou trois N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation ;

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant : deux ou trois lettres quelconques convenablement espacées.

Les accents sur E sont tracés à la plume ou au crayon noir à la fin des mots (avec ou sans s) et lorsqu'ils sont essentiels au sens (Exemple : *Achète, acheté*). Dans ce dernier cas, le transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux blancs, pour appeler l'attention du poste qui reçoit. Pour ä, ö et ü, on transmet respectivement ae, oe et ue.

b) Ordre de transmission.**XXIX.**

1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivante :

- a) Télégrammes d'Etat ;
- b) » de service ;
- c) » privés urgents ;
- d) » non urgents.

2. Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme présenté comme télégramme d'Etat ou de service, le réexpédie comme tel.

3. Les avis de service émanant des divers bureaux et relatifs aux incidents de transmission, circulent sur le réseau international comme télégrammes de service.

XXX.

1. Un télégramme commencé ne peut être interrompu pour faire place à une communication d'un rang supérieur, qu'en cas d'urgence absolue.

2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de repart dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes fils, sont confondus et transmis indistinctement, en suivant l'heure du dépôt ou de la réception.

4. Entre deux bureaux en relation directe, les télégrammes de même rang sont transmis dans l'ordre alternatif.

5. Il peut être toutefois dérogé à cette règle et à celle du paragraphe 1^{er} de l'article XXIX, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

XXXI.

1. A l'appareil Morse les télégrammes d'Etat ou de service et les télégrammes privés urgents ne sont pas comptés dans l'ordre alternatif des transmissions.

2. La transmission des télégrammes échangés par l'appareil Hughes s'effectue par séries alternatives. Les chefs des deux bureaux en correspondance fixent, en tenant compte de la longueur des télégrammes et des exigences du service, le nombre des télégrammes, de quelque nature qu'ils soient, constituant chaque série. Cependant la série ne peut comprendre plus de dix télégrammes. Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission qui ne doit être interrompue que dans le cas d'urgence exceptionnelle. En général tout télégramme de deux cents mots ou audessus est considéré comme formant une seule série. Ce mode de transmission peut être appliqué à l'appareil Morse sur les lignes importantes dont le travail est continu, mais dans ce cas chaque série ne peut être composée de plus de cinq télégrammes.

3. Le bureau qui a transmis une série est en droit de continuer, lorsqu'il survient un télégramme d'Etat, de service ou privé urgent auquel la priorité de transmission est accordée, à moins que le bureau qui vient de recevoir n'ait déjà commencé de transmettre à son tour.

4. Dans les deux systèmes d'appareil, la transmission du télégramme ou de la série terminée, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour, s'il a un télégramme ; sinon, l'autre continue. Si de part ou d'autre il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal *séro*.

c) Mode de procéder.**XXXII.**

1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel ou par l'indicatif du bureau appelé.

2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement, en donnant son indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

3. Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois,

en cas d'erreur évidente, le bureau qui transmet est tenu de la redresser, aussitôt que le bureau correspondant la lui a signalée par avis de service.

4. On ne doit ni refuser, ni retarder un télégramme, si les indications de service ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément à l'article LXII ci-après.

XXXIII.

1. Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, il transmet dans l'ordre suivant les indications de service, constituant le préambule du télégramme:

a) Nature du télégramme, au moyen d'une des lettres S, A, D, quand c'est un télégramme d'Etat, de service ou privé urgent;

b) Bureau de destination (1);

c) Bureau d'origine précédé de la particule *de* (Exemple: *Paris de Bruxelles*) (2);

d) Numéro du télégramme;

e) Nombre des mots (dans les télégrammes chiffrés on indique: 1° le nombre total des mots qui sert de base à la taxe; 2° le nombre des mots écrits en langage ordinaire; 3° s'il y a lieu, le nombre des groupes de chiffres ou de lettres);

f) Dépôt du télégramme (par trois nombres, date, heure et minute, avec l'indication *m* ou *s* [*matin* ou *soir*]).

Dans la transmission par l'appareil Morse, les indications *m* ou *s*, ainsi que la date, peuvent être omises, quand il n'y a aucun doute;

Dans la transmission par l'appareil Hughes, la date est donnée sous la forme d'une fraction, dont le numérateur indique le jour et le dénominateur le mois;

g) Voie à suivre (quand l'expéditeur l'a indiquée par écrit dans son télégramme) (Art. XX, § 2, et XXXVIII, § 4);

h) Indications éventuelles que l'expéditeur n'est pas tenu de comprendre dans le texte taxé.

Les indications contenues sous les lettres *b*, *d* et *f* ne sont pas obligatoires pour les offices extra-européens.

2. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on télégraphie successivement les indications éventuelles de l'expéditeur entre parenthèses (Art. X, § 4), l'adresse, le texte et la signature du télégramme.

3. Dans les télégrammes transmis par l'appareil Morse, le signe de séparation (■ ■ ■ ■ ■) est placé entre le préambule et l'adresse, entre l'adresse et le texte, entre le texte et la signature. On termine par le signal de « fin de la transmission » (■ ■ ■ ■ ■).

4. Dans les télégrammes transmis par l'appareil Hughes, on emploie un double trait (==) pour séparer le préambule de l'adresse, l'adresse du texte, le texte de la signature, et on termine chaque télégramme par la croix (+).

5. Si l'employé qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il doit s'interrompre par le signal d'erreur, répéter le dernier mot bien transmis, et continuer, à partir de là, la transmission rectifiée.

6. De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, doit interrompre son correspondant par le même signal et répéter le dernier mot compris, en le faisant suivre

d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

7. Hormis les cas déterminés de concert par les diverses Administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque, en transmettant le texte d'un télégramme, ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute.

d) Réception et répétition d'office.

XXXIV.

Aussitôt après la transmission, l'employé qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots transmis, au nombre annoncé, et il accuse réception du télégramme ou des télégrammes constituant la série. Cet accusé de réception prend la forme suivante: *R...* (*nombre des télégrammes reçus*).

XXXV.

1. En cas de différence dans le nombre des mots, il la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond: *admis*; sinon, il répète la première lettre de chaque mot, jusqu'au passage omis, qu'il rétablit.

2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis.

XXXVI.

1. Les employés peuvent, pour mettre leur responsabilité à couvert, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. Cette répétition se fait, à l'appareil Morse, par l'employé qui a reçu, et à l'appareil Hughes par l'employé qui a transmis, à la fin du télégramme ou de la série. L'employé qui donne cette répétition doit, à l'appareil Morse, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombres rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis. Les télégrammes d'Etat en langage secret (chiffres ou lettres) doivent être répétés intégralement et d'office.

2. Quand on donne la répétition des nombres suivis de fractions ou des fractions dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter, en toutes lettres, le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi pour $1 \frac{1}{16}$ il faut répéter en français *un 16*, afin qu'on ne lise pas $\frac{11}{16}$; pour $\frac{13}{4}$ il faut répéter *treize 4*, afin qu'on ne lise pas $1 \frac{3}{4}$.

3. Cette répétition ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte. La vérification achevée, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis le signal de *réception terminée*, suivi, s'il s'agit d'une série, du nombre des télégrammes reçus.

XXXVII.

1. Les rectifications relatives à des télégrammes d'une série précédemment transmise, sont faites par avis de service adressés aux bureaux de destination. Ces avis rappellent le nom et l'adresse des destinataires.

2. Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'un avis de service.

3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou par une autre cause quelconque, on ne puisse recevoir la répétition, cette circonstance n'empêche pas la remise du télégramme au destinataire, sauf à lui communiquer ultérieurement la rectification, le cas échéant.

(1) Lorsque le télégramme est à destination d'une localité non pourvue d'un bureau télégraphique, le préambule indique, non la résidence du destinataire, mais le bureau télégraphique par les soins duquel le télégramme doit être remis à destination ou envoyé à la poste.

(2) Indiquer le pays ou la situation géographique du bureau d'origine, quand il y a un autre bureau du même nom.

e) Direction à donner aux télégrammes.

XXXVIII.

1. Lorsque l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des offices à partir desquels les voies se divisent, reste juge de la direction à donner au télégramme.

2. Si, au contraire, l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les offices respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins d'interruption de la voie indiquée, auquel cas il ne peut élever aucune réclamation.

3. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises, arrêtées de commun accord par les offices intéressés.

4. Lorsque l'expéditeur a demandé que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique et, de là, par poste jusqu'à destination, les bureaux doivent procéder conformément à ces indications.

5. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre doit écrire lui-même, en marge de sa minute, la formule correspondante. Cette indication est transmise dans le préambule (Art. XX, § 2 et XXXIII, § 1, g), mais seulement jusqu'au point où elle peut être utile.

f) Interruption des communications télégraphiques.
Transmissions par ampliation.

XXXIX.

1. Lorsqu'il se produit au cours de la transmission d'un télégramme une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite, expédie immédiatement le télégramme par la poste (lettre recommandée d'office ou portée par exprès) ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose, par exemple, par une voie télégraphique détournée (Art. LXX, § 4). Les frais de poste sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation *télégramme*.

2. Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites de l'Etat de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

3. Les télégrammes à destination des pays extra-européens ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que dans le cas où l'expéditeur a déposé la taxe de ce parcours.

XL.

1. Les télégrammes qui, par un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un bordereau numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette expédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, pourvu que les communications télégraphiques le permettent, par un télégramme de service indiquant le nombre des télégrammes expédier et l'heure du courrier.

2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes annoncé est bien arrivé. En ce cas, il en accuse réception sur le bordereau et le renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Il renouvelle cet avis après le rétablissement des communications télégraphiques par un télégramme de service dans la forme suivante :

*Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau N°
du 30 mars.*

3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé n'arrive pas, le bureau expéditeur en doit être averti immédiatement. Celui-ci peut, selon les circonstances, répéter l'envoi par la poste ou transmettre les télégrammes par la voie télégraphique, si les correspondances ultérieures ne doivent pas en souffrir.

5. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste, en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante :

*Berlin de Görlitz. Télégrammes N°s du bordereau N°
réexpédiés par ampliation.*

6. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'article XXXIX, il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

7. Lorsque pour une cause quelconque un télégramme transmis déjà par une autre voie, soit par poste, soit par une autre fil, est réexpédié par télégraphe, cette réexpédition par ampliation doit être signalée par une indication de service dans le préambule, par exemple :

*Ampliation, déjà expédié à . . . (nom de bureau) le . . . (date)
par le fil N° . . . (ou) par la voie de . . . (ou) par la poste.*

g) Arrêt de transmission. Contrôle.

XLI.

1. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission du télégramme qu'il a déposé.

2. Lorsqu'un expéditeur retire ou arrête son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe lui est remboursée, sous déduction d'un droit fixe d'un demi-franc au profit de l'office d'origine.

3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un télégramme privé dont il acquitte la taxe. Autant que possible, ce télégramme est successivement transmis aux bureaux auxquels le télégramme primitif a été transmis, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Si l'expéditeur a aussi payé le prix d'une réponse télégraphique, le bureau qui annule le télégramme en donne avis au bureau d'origine. Dans le cas contraire, il lui adresse ce renseignement par la poste. Le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif et du télégramme d'annulation, en raison du parcours non effectué.

XLII.

1. Il ne doit être fait usage de la faculté réservée à l'article 7 de la convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, qu'à charge d'en avertir immédiatement l'Administration de laquelle dépend le bureau d'origine.

2. Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours, à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

3. La transmission des télégrammes d'Etat se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur eux.

8. Remise à destination.

XLIII.

1. Les télégrammes peuvent être adressés, soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restant.

2. Ils sont remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception.

3. Les télégrammes adressés à domicile, dans la localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portés à leur adresse.

4. Les télégrammes qui doivent être déposés poste restante, sont immédiatement remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire.

5. Les télégrammes adressés aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port, leur sont remis, autant que possible, avant le débarquement.

XLIV.

1. Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, soit aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné par écrit un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'ait lieu que entre les mains du destinataire seul. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert. Ce dernier mode de remise n'est pas obligatoire pour les offices qui déclarent ne pas l'accepter.

2. Ces deux dernières demandes sont mentionnées avant l'adresse du télégramme et reproduites, à la suscription, par le bureau d'arrivée qui donne au porteur les instructions nécessaires.

3. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine un avis de service dans la forme suivante :

N° du (date et adresse textuellement conformes à celles qui ont été reçues) inconnu.

4. Le bureau de départ vérifie l'exactitude de l'adresse et la rectifie sur-le-champ, si elle a été dénaturée.

5. Sinon, il communique, autant que possible, l'avis à l'expéditeur, chaque office ayant la faculté de frapper cette communication d'une taxe spéciale qui ne peut dépasser un demi-franc. L'expéditeur ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse, que par un télégramme payé.

6. Si, par suite d'adresse inexacte ou insuffisante, d'absence ou de refus du destinataire, des frais d'express n'ont pas été acquittés à l'arrivée, le montant de ces frais est indiqué dans l'avis, afin que l'expéditeur puisse être requis de les rembourser.

7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, avis est laissé au domicile indiqué, et le télégramme est rapporté au bureau, pour être délivré au destinataire sur sa réclamation.

8. Lorsque le télégramme est adressé bureau restant, il n'est délivré qu'au destinataire ou à son délégué.

9. Dans les cas prévus par les paragraphes 7 et 8 du présent article, tout télégramme qui n'a pas été réclamé au bout de six semaines, est anéanti.

9. Télégrammes spéciaux.

Article 9 de la convention.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les Administrations télégraphiques des Etats contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres Etats, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

a) Télégrammes privés urgents.

XLV.

1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission en inscrivant le mot *urgent* avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés, et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article XXX.

3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs lignes.

4. Les Administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit, doivent les admettre, soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

b) Réponses payées.

XLVI.

1. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant; toutefois l'affranchissement ne peut dépasser la taxe d'un télégramme ordinaire de 30 mots pour le même parcours.

2. Si l'expéditeur n'a pas indiqué le nombre de mots payés pour la réponse, il est perçu la taxe d'un télégramme ordinaire de dix mots, transmis par la même voie.

3. Dans le cas contraire, l'expéditeur doit compléter la mention « Réponse payée » ou « R P » par l'indication du nombre de mots payés pour la réponse et acquitter la somme correspondante, dans les limites autorisées par le paragraphe 1^{er} du présent article.

XLVII.

1. Au lieu de destination le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon qui lui donne la faculté d'expédier gratuitement et dans les limites de la taxe payée d'avance, un télégramme à une destination quelconque. Ce bon n'est valable que pendant six semaines, à dater du jour où il a été établi. Passé ce délai il est considéré comme nul et non avenue, et la taxe perçue reste acquise à l'office qui l'a délivré.

2. La somme versée pour la réponse peut être remboursée à l'expéditeur, lorsque le destinataire n'a pas fait usage du bon.

3. A cet effet le destinataire doit, avant l'expiration du délai de six semaines fixé par le paragraphe premier du présent article, déposer le bon au bureau qui l'a délivré, en l'accompagnant d'une demande de remboursement au profit de l'expéditeur.

4. Il est procédé alors comme en matière de remboursement de taxe.

5. Si le destinataire refuse la formule affectée à la réponse, le bureau d'arrivée en informe immédiatement l'expéditeur par un avis de service, tenant lieu de réponse.

6. Cet avis de service est émis comme télégramme privé, dans la forme suivante :

Réponse à N° . . . de . . . Le destinataire a refusé.

7. Lorsque le télégramme ne peut être remis dès l'arrivée, dans les circonstances prévues par le paragraphe 3 de l'article XLIV, un avis de service est transmis dans la forme prescrite par ce paragraphe.

8. S'il n'y a pas de rectification, la réponse d'office est émise, dans la même forme que ci-dessus, au bout de huit jours ou même

dans un délai plus rapproché, lorsque les recherches faites pour trouver le destinataire sont restées infructueuses.

XLVIII.

1. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas obligatoires pour les offices extra-européens qui déclarent ne point pouvoir les appliquer.

2. Dans les relations avec ces offices, la taxe déposée pour la réponse est portée en compte à l'office d'arrivée qui adopte tel moyen qu'il juge convenable pour mettre le destinataire en mesure d'en profiter.

c) Télégrammes collationnés.

XLIX.

1. L'expéditeur de tout télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, les divers bureaux qui concourent à la transmission, en donnent le collationnement intégral.

2. Ce collationnement est donné, à tous les appareils, par le bureau qui a reçu et immédiatement après la transmission du télégramme à collationner.

3. La taxe du collationnement est égale à la moitié de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

d) Accusés de réception.

L.

1. L'expéditeur de tout télégramme peut demander que l'indication de l'heure à laquelle son télégramme sera remis à son correspondant, lui soit notifiée par télégraphe aussitôt après la remise.

2. La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots par la même voie.

LI.

1. L'accusé de réception est annoncé par l'abréviation O R, et transmis dans la forme suivante:

C R. Paris de Berne. Télégramme n. . . remis à . . . (adresse du destinataire) le . . . (date, heure et minute), (ou motif de non-remise).

2. Les accusés de réception reçoivent un numéro d'ordre au bureau qui les envoie. Ils jouissent de la priorité sur les télégrammes privés.

3. Dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article XLIV, l'accusé de réception est précédé de l'avis de service prescrit par ce paragraphe. L'accusé de réception est transmis ensuite, soit après la remise du télégramme, si elle est devenue possible, soit après vingt-quatre heures, si elle n'a pu avoir lieu.

e) Télégrammes à faire suivre.

LII.

1. Tout expéditeur peut demander, en inscrivant avant l'adresse les indications nécessaires, que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme dans les limites de l'Europe.

2. Lorsqu'un télégramme porte la mention *faire suivre*, sans autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présenté à l'adresse indiquée, le réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire.

3. Si aucune indication ne lui est fournie, il garde le télégramme en dépôt, en observant les dispositions des paragraphes 3 et 7 de l'article XLIV. Si le télégramme est réexpédié et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, le télégramme est conservé par ce bureau.

4. Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est successivement transmis à chacune des

destinations indiquées jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

5. Le texte primitif du télégramme à faire suivre doit être intégralement transmis aux bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée au destinataire; mais, dans le préambule, chaque bureau ne reproduit, après les mots *faire suivre*, que les adresses auxquelles le télégramme peut encore être expédié.

6. La taxe internationale à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire.

7. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être indiquées d'office dans le préambule.

8. Cette indication est formulée comme il suit: *Taxes à percevoir . . . francs . . . centimes*. Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'Etat auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet Etat. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'Etat qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

9. Si la taxe de réexpédition n'est pas recouvrée par l'office d'arrivée, l'Administration dont ce bureau relève est remboursée du montant des taxes dues aux administrations, moyennant bulletin de remboursement.

LIII.

1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remis dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiés, dans les conditions de l'article précédent, à l'adresse qu'elle aura indiquée.

2. Les demandes de réexpédition doivent être faites par écrit.

3. Chaque Administration se réserve la faculté de faire suivre, quand il y aura lieu, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aurait d'ailleurs été fournie.

f) Télégrammes multiples.

LIV.

1. Un télégramme multiple peut être adressé, soit à plusieurs destinataires dans une même localité, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité.

2. Les télégrammes adressés dans une même localité à plusieurs destinataires ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxés comme un seul télégramme; mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois un demi-franc, par télégramme ne dépassant pas cent mots, qu'il y a de destinations, moins une. Au-delà de cent mots, ce droit est augmenté d'un demi-franc par série ou fraction de série de cent mots. Dans ce compte, figure la totalité des mots à taxer, y compris les adresses.

3. En transmettant un télégramme adressé dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, à plusieurs destinataires ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste ou par exprès, il faut indiquer dans le préambule le nombre des adresses.

4. Dans le premier cas prévu par le paragraphe premier du présent article, chaque exemplaire du télégramme ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

5. Cette indication doit entrer dans le corps de l'adresse et, par conséquent, dans le nombre des mots taxés.

g) Télégrammes à destination de localités non desservies par le réseau international.

LV.

1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par exprès, soit par la poste; toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les Etats qui, conformément à l'article 9 de la convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres Etats les dispositions prises à cet égard.

2. L'adresse des télégrammes à transporter au-delà des lignes télégraphiques, est formulée ainsi qu'il suit: *Exprès* (ou *poste*) *M. Müller, Johannisthal, Berlin*, le nom de bureau télégraphique d'arrivée étant exprimé le dernier.

LVI.

1. Les frais de transport au-delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les Etats où un service de cette nature est organisé, sont perçus sur le destinataire.

2. Toutefois, l'expéditeur d'un télégramme avec accusé de réception peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. L'accusé de réception fait connaître le montant des frais déboursés.

3. Il n'est fait exception à cette règle que dans les relations extra-européennes pour des transports dont l'office d'arrivée a prévu et notifié les frais, qui sont alors perçus par le bureau d'origine, sans exiger ni accusé de réception ni règlement ultérieur.

4. Dans tous les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 qui précèdent, les mots *exprès payé* (ou *X P*) sont inscrits avant l'adresse et son taxés.

LVII.

1. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste:

a) A défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer;

b) Lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Etat d'arrivée, conformément à l'article 9 de la convention;

c) Lorsqu'il s'agit d'un transport à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature. Dans ce dernier cas, le télégramme peut être déposé à la boîte, comme lettre non affranchie.

2. Dans tous les cas, l'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau d'arrivée, lorsqu'il n'use pas d'un moyen plus rapide.

3. Les télégrammes de toute nature qui doivent être transmis à destination par voie postale, sont remis à la poste, par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur, ni pour le destinataire, sauf dans les deux cas suivants.

4. Les correspondances qui doivent traverser la mer, sont soumises à une taxe variable, à percevoir par le bureau d'origine. Le montant de cette taxe est fixé par l'Administration qui se charge de l'expédition et notifié à toutes les autres Administrations.

5. Les télégrammes transmis à un bureau télégraphique situé près d'une frontière, pour être expédiés par poste sur le territoire

voisin, sont déposés à la boîte comme lettres non affranchies, et le port est à la charge du destinataire.

6. Toutefois, si la communication télégraphique franchissant la frontière est matériellement interrompue, il est procédé conformément à l'article XXXIX.

8. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste par lettre ordinaire; une ampliation est adressée par lettre recommandée aussitôt qu'il est possible.

h) Télégrammes sémaphoriques.

LVIII.

1. Les télégrammes sémaphoriques sont les télégrammes échangés avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des Etats contractants.

2. Ils doivent être rédigés, soit dans la langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du Code commercial universel. Dans ce dernier cas, ils sont considérés comme des télégrammes chiffrés.

3. Quand ils sont à destination des navires en mer, l'adresse doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.

4. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement. Le nom du bâtiment doit être désigné.

5. Tout télégramme sémaphorique doit porter dans le préambule l'indication *sémaphorique*.

6. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, est fixée à 2 francs par télégramme. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur, pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire, pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. XXVI, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir l'indication: *taxe à percevoir francs centimes*. Si cette taxe ne peut pas être perçue, l'office d'arrivée est remboursé du montant des taxes dues, moyennant bulletin de remboursement.

LIX.

1. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du Code commercial, lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

2. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

3. Les télégrammes qui dans les 30 jours du dépôt n'ont pu être signalés par les postes sémaphoriques aux bâtiments destinataires, sont mis au rebut.

4. Dans les cas où le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique, n'est pas arrivé dans le terme de 28 jours, le sémaphore en donne avis à l'expéditeur le 29^e jour au matin. L'expéditeur a la faculté, en acquittant le prix ordinaire d'un télégramme terrestre de 10 mots, de demander que le sémaphore continue à présenter son télégramme, pendant une nouvelle période de 30 jours, et ainsi de suite; à défaut de cette demande, le télégramme sera remis au rebut le 30^e jour.

1) Dispositions générales applicables aux télégrammes spéciaux.

LX.

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les répon-

ses payées, les télégrammes collationnés, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au-delà des lignes, en se conformant aux prescriptions des paragraphes 4 et 5 de l'article X.

10. Télégrammes de service.

Article 5 de la convention.

Les télégrammes sont classés en trois catégories :

- 1° Télégrammes d'Etat: ceux qui, etc. ;
- 2° Télégrammes de service: ceux qui émanent des Administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par les dites Administrations.

Article 11 de la convention.

Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau des dits Etats.

LXI.

1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits, dont la forme est donnée par le paragraphe premier de l'article XIV et en avis de service dont il est traité au paragraphe 2 du même article.

2. Les télégrammes de service doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence (art. XVIII).

3. Ils peuvent être émis en langage secret dans toutes les relations (art. 6 de la convention) et doivent, en règle générale, être rédigés en français (art. VII, § 3).

LXII.

1. Les avis de service sont échangés, de bureau à bureau, toutes les fois que les incidents de la transmission le nécessitent, notamment, lorsque les indications de service d'un télégramme déjà transmis ne sont pas régulières (art. XXXII, § 4), lors de rectifications ou de renseignements relatifs à des télégrammes d'une série précédemment transmise (art. XXXVII, §§ 1 et 2), en cas d'interruption dans les communications télégraphiques, lorsque les télégrammes ont été adressés par poste à un bureau télégraphique (art. XL), lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis au destinataire (art. XLIV), lorsque le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le terme de 28 jours (art. LIX, § 4).

2. Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis sont dirigés, autant que possible, sur les bureaux par où le télégramme primitif a transité. Ces avis doivent reproduire toutes les indications propres à faciliter les recherches des télégrammes primitifs, telles que la date de l'expédition, l'adresse et la signature de ces télégrammes.

3. Lorsque les bureaux de passage ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils prennent les mesures propres à en éviter une réexpédition inutile.

11. Archives.

LXIII.

1. Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les Administrations, sont conservés au moins pendant six mois, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

2. Ce délai est porté à dix-huit mois pour les télégrammes extra-européens.

LXIV.

1. Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

2. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de ce télégramme ou de la copie remise à l'arrivée, si cette copie a été conservée par l'office de destination. Ce droit expire après le délai fixé pour la conservation des archives.

3. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au présent article, un droit fixe d'un demi-franc par télégramme ne dépassant pas cent mots. Au-delà de cent mots, ce droit est augmenté d'un demi-franc par série ou fraction de série de cent mots.

4. Les Administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou compte des pièces désignées ci-dessus, que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants-droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

12. Détaxes et remboursements.

LXV.

1. Est remboursée à l'expéditeur par l'Administration qui l'a perçue, sauf recours contre les autres Administrations, s'il y a lieu :

a) La taxe intégrale de tout télégramme qui a éprouvé un retard notable ou qui n'est pas parvenu à destination, par le fait du service télégraphique ;

b) La taxe intégrale de tout télégramme collationné qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet.

2. En cas d'interruption d'une ligne sous-marine, l'expéditeur de tout télégramme a droit au remboursement de la partie de la taxe afférente au parcours non effectué, déduction faite des frais déboursés, le cas échéant, pour remplacer la voie télégraphique par un mode de transport quelconque.

3. Ces dispositions ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

4. Dans les cas prévus par les paragraphes précédents, le remboursement ne peut s'appliquer qu'aux taxes des télégrammes mêmes qui ont été omises, retardées ou dénaturées, y compris les taxes accessoires, et aux taxes des télégrammes prévus à l'article XIX, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par l'omission, l'erreur ou le retard.

LXVI.

1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, dans les deux mois de la perception. Ce délai est porté à six mois pour les télégrammes extra-européens.

2. Toute réclamation doit être présentée à l'office d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir: une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme n'est point parvenu, et la copie qui lui a été remise, s'il s'agit d'erreur ou de retard. Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'office de destination qui juge s'il doit y donner suite ou la faire présenter à l'office d'origine.

3. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les Administrations intéressées, le remboursement est effectué par l'office d'origine.

4. L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé son télégramme, peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine, par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, l'office qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargé d'effectuer le remboursement.

5. Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français, lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de tous les offices intéressés.

6. Les réclamations ne sont point transmises d'office à office :

a) Lorsque le fait signalé ne donne point droit au remboursement ;

b) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme qui, n'étant pas conforme aux conditions réglementaires imposées au public, en ce qui concerne la rédaction, la langue, la clarté de l'écriture, l'adresse et les indications relatives au transport au-delà des lignes, etc., a été accepté aux risques et périls des intéressés.

LXVII.

1. Pour tout télégramme non remis à destination, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont empêché le télégramme de parvenir au destinataire.

2. Si la réclamation de non-remise est repoussée, la remise du télégramme doit être constatée par un reçu ou par une déclaration de l'Administration destinataire.

3. En cas de retard, le droit au remboursement est absolu, lorsque le télégramme n'est point arrivé à destination plus tôt qu'il n'y serait parvenu par la poste, ou lorsque le retard dépasse deux fois vingt-quatre heures pour un télégramme européen et six fois vingt-quatre heures pour un télégramme sortant des limites de l'Europe.

4. Le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit et dans la proportion des retards imputables à chaque office.

5. En cas d'altération d'un télégramme collationné, l'office d'origine détermine les erreurs qui ont empêché le télégramme de remplir son objet, et la part contributive des diverses Administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées, un mot omis ou ajouté comptant pour une erreur.

6. La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs Administrations, est supportée par la première de ces Administrations.

7. Les erreurs ou omissions sont imputables :

a) Aux deux bureaux : lorsque des mots, nombres ou caractères ayant été omis ou ajoutés, le bureau qui a reçu n'a pas vérifié le compte des mots ; lorsque le collationnement payé a été omis ou incomplet ; lorsqu'à l'appareil Hughes, il y a eu un défaut non rectifié ;

b) Au bureau qui a reçu : lorsqu'il n'a pas tenu compte de la rectification faite à son collationnement par son correspondant ; lorsqu'en cas de répétition d'office, il n'a pas rectifié la première transmission d'après cette répétition ;

c) Au bureau qui a transmis : dans tous les autres cas.

8. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme avec une ou plusieurs copies, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre de copies, détermine l'indemnité à accorder pour chaque copie, le télégramme comptant à cet égard également pour une copie.

9. Lorsque, par suite de l'absence ou de l'insuffisance des documents, le bureau responsable d'une erreur ou omission ne peut être désigné, le remboursement est mis à la charge de l'Administration où la preuve fait défaut.

10. Lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par le paragraphe 1^{er} de l'article LXVI, et que la solution n'a point été notifiée dans les délais fixés par l'article LXIII pour la conservation des archives, l'office qui a reçu la

réclamation, rembourse la taxe réclamée et le remboursement est mis à la charge de l'Administration qui a retardé l'instruction.

11. Pour les correspondances extra-européennes, le remboursement est supporté par les différentes Administrations d'Etat ou de Compagnies privées par les lignes desquelles le télégramme a été transmis, chaque Administration abandonnant sa part de taxe.

LXVIII.

1. La taxe d'un télégramme arrêté en vertu des articles 7 et 8 de la convention est remboursée à l'expéditeur, s'il en fait la demande, et le remboursement est à la charge de l'Administration qui a arrêté le télégramme.

2. Toutefois, lorsque cette Administration a notifié, conformément à l'article 8, la suspension de certaines correspondances déterminées, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie qui seraient arrêtés ultérieurement, doit être supporté par l'office d'origine, à partir de la date à laquelle la notification lui est parvenue.

13. Comptabilité.

Article 12 de la convention.

Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

LXIX.

1. Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

2. Chaque Etat crédite l'Etat limitrophe du montant des taxes de tous les télégrammes qu'il lui a transmis, calculées depuis la frontière de ces deux Etats jusqu'à destination.

3. Par exception à la disposition précédente, l'Etat qui transmet un télégramme sémaphorique venant de la mer ou qui réexpédie un télégramme à faire suivre, débite l'Etat limitrophe de la part de taxe afférente au parcours entre le point de départ du télégramme sémaphorique ou le point de départ de la première réexpédition du télégramme à faire suivre et la frontière commune des deux Etats (art. LII, §§ 6 à 9, et LVIII, § 6).

4. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre Etats extrêmes, après une entente avec ces Etats et les Etats intermédiaires.

5. Les taxes peuvent être réglées de commun accord, d'après le nombre des télégrammes qui ont franchi la frontière, abstraction faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'Etat limitrophe et de chacun des Etats suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement (article LXXI, § 3).

6. Dans le cas d'application de l'article LXXXII, l'Administration contractante en relation directe avec l'office non adhérent est chargée de régler les comptes entre cet office et les autres offices contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

LXX.

1. Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au delà des lignes, sont dévolues à l'Etat qui a délivré les copies ou effectué le transport.

2. Les taxes normales pour réponses payées et accusés de réception sont acquises à l'office destinataire, soit dans les comptes, soit dans l'établissement des moyennes mentionnées au paragraphe 5 de l'article précédent. Toutefois, lorsque le remboursement de la taxe de la réponse a été effectué, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article XLVII, la taxe normale est déduite du compte mensuel suivant de l'office expéditeur qui a remboursé.

3. Les réponses et les accusés de réception sont traités, dans la transmission et dans les comptes, comme des télégrammes ordinaires.

4. Lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné le télégramme, sauf recours contre l'office à qui ce détournement est imputable.

LXXI.

1. La taxe qui sert de base à la répartition entre Etats et, le cas échéant, à la détermination des moyennes mentionnées au paragraphe 5 de l'article LXIX, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les Etats intéressés, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

2. Toutefois, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, à cause d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

3. Pour déterminer les taxes moyennes, on dresse un compte mensuel comprenant, par télégramme traité individuellement, toutes les taxes accessoires de quelque nature qu'elles soient (art. LXX). La part totale, calculée pour chaque Etat pendant le mois entier, est divisée par le nombre des télégrammes; le quotient constitue la taxe moyenne applicable à chaque télégramme dans les comptes ultérieurs, jusqu'à révision. Cette révision, sauf circonstances exceptionnelles, ne doit pas être faite avant une année.

LXXII.

1. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

2. Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

3. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'Etat créancier en francs d'or effectifs, à moins que les deux Administrations en cause ne se soient entendues pour l'emploi d'une autre monnaie.

4. Les frais de déplacement sont à la charge de l'office créancier.

LXXIII.

1. L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2. La révision de ces comptes a lieu dans un délai *maximum* de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cette intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par un office sur les comptes rédigés par un autre.

3. Les comptes mensuels sont admis sans révision, quand la différence des sommes finales établies par les deux Administrations intéressées ne dépasse pas 1 % du débit de l'Administration qui l'a établie. Dans le cas d'une révision commencée, elle doit être arrêtée, lorsque, par suite d'un échange d'observations entre les offices intéressés, la différence qui a donné lieu à la révision se trouve renfermée dans les limites de 1 %.

4. Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet de télégrammes ordinaires ayant plus de six mois de date et de télégrammes extra-européens ayant plus de dix-huit mois de date.

14. Réserves.

Article 17 de la convention.

Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements

particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Etats.

LXXIV.

Les points de service sur lesquels porte la réserve prévue à l'article 17 de la convention, sont notamment:

L'établissement des tarifs d'Etat à Etat;

Le règlement des comptes;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés;

L'application du système des timbres-télégraphes;

La transmission des mandats d'argent par le télégraphe;

La perception des taxes à l'arrivée;

Le service de la remise des télégrammes à destination;

La faculté de transmettre à prix réduit des correspondances à l'usage de la presse, à des heures et à des conditions déterminées, sans préjudice pour le service général;

L'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

15. Bureau international. Communications réciproques.

Article 14 de la convention.

Un organe central, placé sous la haute autorité de l'Administration supérieure de l'un des Gouvernements contractants désigné à cet effet par le règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et au règlement de service, de faire promulguer les changements adoptés, et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les Administrations des Etats contractants.

LXXV.

1. L'organe central prévu par l'article 14 de la convention reçoit le titre de bureau international des Administrations télégraphiques.

2. L'Administration supérieure de la Confédération Suisse est désignée pour organiser le bureau international dans les conditions déterminées par les articles LXXVI à LXXVIII suivants.

LXXVI.

1. Les frais communs du bureau international des Administrations télégraphiques ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 60,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une conférence internationale. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement du consentement de toutes les Parties contractantes.

2. L'Administration désignée, en vertu de l'article 14 de la convention, pour la direction du bureau international, en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué à toutes les autres Administrations intéressées.

3. Pour la répartition des frais, les Etats contractants ou adhérents sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1 ^{re} classe	25 unités:
2 ^e	> 20 >
3 ^e	> 15 >
4 ^e	> 10 >
5 ^e	> 5 >
6 ^e	> 3 >

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les Administrations des Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1^{re} classe : Allemagne, Brésil, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie, Turquie ;

2^e classe : Autriche, Espagne, Hongrie ;

3^e classe : Belgique, Pays-Bas, Indes néerlandaises, Roumanie, Suède ;

4^e classe : Australie du Sud, Danemark, Egypte, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Victoria ;

5^e classe : Grèce, Portugal, Serbie ;

6^e classe : Luxembourg, Perse.

LXXVII.

1. Les offices des Etats contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.

2. En règle générale, le bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

3. Les dits offices envoient par la poste, par lettre affranchie, au bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs, tant intérieurs qu'internationaux ; à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international ; enfin, aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les Administrations sont expédiés au bureau international, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

4. Les dites Administrations lui envoient, en outre, par télégraphie, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des bureaux et des appareils, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du bureau international qui distribue, à cet effet, les formules toutes préparées.

6. Elles adressent également à ce bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

7. Le bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque Administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

LXXVIII.

1. Le bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux Administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs en particulier ceux qui sont spécifiés au paragraphe 3 de l'article précédent. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par le paragraphe 4 du même article. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la convention.

2. Le bureau international dresse une statistique générale.

3. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal télégraphique en langue française.

4. Il dresse, publie et révisé périodiquement une carte officielle des relations télégraphiques.

5. Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des Administrations des Etats contractants, pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

6. Les documents imprimés par le bureau international sont distribués aux Administrations des Etats contractants dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'art. LXXVI. Les documents supplémentaires que réclameraient ces Administrations, sont payés à part, d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les exploitations privées.

7. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

8. Le bureau international instruit, lorsqu'il en est chargé par un ou plusieurs des offices intéressés, les demandes de modifications au tarif et au règlement prévues par les articles 10 et 13 de la convention. Après avoir obtenu l'assentiment unanime des Administrations en cause et, le cas échéant, l'adhésion des autres offices intéressés, il fait promulguer, en temps utile, les changements adoptés. Il est d'ailleurs chargé de notifier toutes les modifications du tarif et du règlement, quelle que soit la forme suivie pour leur adoption. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois, au moins, et, en cas de réclamation, après que l'accord se sera établi sur le point en litige.

9. Dans les questions à résoudre par l'assentiment des Administrations contractantes, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai *maximum* de quatre mois, sont considérées comme consentantes.

10. Le bureau international prépare les travaux des conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

11. Le directeur de ce bureau assiste aux séances de la conférence et prend part aux discussions sans voix délibérative.

12. Le bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations des Etats contractants.

13. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des conférences prévues par l'article 15 de la convention.

16. Conférences.

Article 15 de la convention.

Le tarif et le règlement prévus par les articles 10 et 13 sont annexés à la présente convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des révisions où tous les Etats qui y ont pris part, pourront se faire représenter.

A cet effet, des conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

(Continua)

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — Tipografia EREDI BOTTA.

Article 16 de la convention.

Ces conférences sont composées des délégués représentant les Administrations des Etats contractants.

Dans les délibérations, chaque Administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'Administrations différentes d'un même Gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au Gouvernement du pays où doit se réunir la conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les révisions résultant des délibérations des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les Gouvernements des Etats contractants.

LXXIX.

L'époque fixée pour la réunion des conférences prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la convention, est avancée, si la demande en est faite par dix au moins des Etats contractants.

17. Adhésion. Relations avec les offices non-adhérents.*Article 18 de la convention.*

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des Etats contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue et par cet Etat à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention.

Article 19 de la convention.

Les relations télégraphiques avec des Etats non-adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées, dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le règlement prévu à l'article 13 de la présente convention.

LXXX.

1. Dans le cas des adhésions prévues par l'article 18 de la convention, les Administrations des Etats contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux offices qui demanderaient à adhérer, sans conformer eux-mêmes leurs tarifs à ceux des Etats intéressés.

2. Les offices qui ont, en dehors de l'Europe, des lignes pour lesquelles ils ont adhéré à la convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'ils entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes où est notifiée ultérieurement par l'intermédiaire du bureau international.

LXXXI.

1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs Etats contractants avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces Etats.

2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la convention et par le présent règlement, moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément au second paragraphe de l'article 18 de la convention.

3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs des Etats contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se sou-

mettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'Etat qui a accordé la concession.

4. La réserve qui fait l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article précédent est applicable aussi aux exploitations susmentionnées.

LXXXII.

1. Lorsque des relations télégraphiques sont ouvertes avec des Etats non-adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obligatoires du présent règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

2. Les Administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'article XVI, est ajoutée à celle des offices non participants.

Ainsi arrêté à Londres, le 28 juillet 1879, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la convention de St-Petersbourg, pour entrer en vigueur le 1^{er} avril 1880.

BUDE, R. SCHEFFLER, délégués de l'Administration télégraphique d'Allemagne.

BRUNNER-DE WATTENWYL, conseiller aulique du Ministère du commerce de l'Autriche.

COMTE VICTOR DE WIMPFEN, inspecteur général des lignes télégraphiques de l'Autriche.

L. DE KOLLER, conseiller au Ministère du commerce de Hongrie.

J. VINCENT, directeur général des postes et télégraphes de Belgique.

JOHN GIBBS, inspecteur chef de service des télégraphes de Belgique.

HÖNCKE, directeur des télégraphes de Danemark.

F. DE OTIN, premier secrétaire de la Légation d'Espagne à Londres.

LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE FRANCE, pour le ministre et par autorisation spéciale: RICHARD.

RICHARD, directeur du contrôle des postes et télégraphes de France.

ESCHBAECHER, chef de section au Ministère des postes et des télégraphes de France.

C. H. B. PATEY, secrétaire-adjoint, département des postes et des télégraphes britanniques.

H. C. FISCHER, chef du bureau central des télégraphes, département des postes et télégraphes.

P. BENTON, sous-chef de section, département des postes et des télégraphes.

J. GENNADIUS, chargé d'affaires de Grèce.

J. U. BATEMAN CHAMPAIN, Lt.-Col. R. E., director in chief, Indo-Europ. Tel. Dep.

H. A. MALLOCK, major, B. S. C. director of telegraphs in India.

ERNEST D'AMICO, directeur général des télégraphes italiens.

JUGOI YOSHIKAWA AKIMASA, secrétaire de première classe au Ministère des travaux publics, délégué du Japon.

C. NIELSEN, directeur en chef des télégraphes de Norvège.

STARING, directeur en chef des télégraphes des Pays-Bas.

VALENTIM DO REGO, directeur des télégraphes et des phares du Portugal.

C. F. ROBESCU, directeur général des postes et télégraphes de Roumanie.

C. DE LÜDERS, directeur général des télégraphes de Russie.

M. Z. RADOYCOVITCH, chef de section des postes et des télégraphes de Serbie.

D. NORDLANDER, directeur général des télégraphes de Suède.

A. FREY, directeur des télégraphes suisses.

E. MUSURUS, conseiller de l'Ambassade impériale ottomane à Londres.

A. J. GUILDANI, secrétaire général des télégraphes et postes ottomans.

JULIUS VOGEL, agent general for New-Zealand.

II. TABLEAUX

des taxes fixées pour servir à la formation des tarifs internationaux en exécution des articles 15 de la Convention et XVI et XVII du Règlement.

1. Régime européen.

Dans le régime européen il est ajouté à la taxe résultant du nombre effectif des mots une taxe additionnelle de 5 mots par télégramme.

A. Taxes terminales.

(La taxe terminale est celle qui revient à chaque Etat pour les correspondances en provenance ou à destination de ces bureaux).

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Allemagne	1. Pour les correspondances échangées avec l'Italie, l'Espagne, le Portugal et pour toutes les correspondances échangées par l'intermédiaire de l'Autriche et de la Hongrie avec les pays européens et avec l'Algérie, la Tunisie et la Turquie d'Asie	0 08	
	2. Pour les correspondances échangées avec la Belgique, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse	0 10	
	3. Pour toutes les autres correspondances	0 12	
Autriche	1. Pour les correspondances échangées avec l'Espagne, l'Italie, la Norvège, la Russie et la Suède	0 12	
	2. Pour toutes les autres correspondances	0 08	
Hongrie	1. Pour les correspondances échangées avec la Roumanie et la Serbie	0 06	
	2. Pour toutes les autres correspondances	0 08	
Belgique	Pour toutes les correspondances	0 05	
Danemark	1. A partir de la frontière allemande, de la côte suédoise ou du point d'atterrissage en Danemark du câble dano-anglais	0 05	
	2. A partir de la côte de France	0 15	Taxes communes avec la Grande Compagnie des télégraphes du Nord.
	3. A partir de la Norvège	0 10	
	4. A partir de la côte de Russie	0 15	
Espagne	1. Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne.	0 08	
	2. Pour toutes les autres correspondances	0 12	
France (y compris l'Algérie et la Tunisie)	1. Pour les correspondances échangées avec le Portugal et les Pays-Bas	0 08	
	2. Pour les correspondances échangées avec le Danemark, la Grèce, la Norvège, la Roumanie et la Serbie	0 11	
	3. Pour toutes les autres	0 12	
	<i>Taxe de la Compagnie du câble de Coutances à Jersey.</i>		
	Pour toutes les correspondances	0 15	Sauf arrangements spéciaux avec les limitrophes.
Grande- Bretagne	Pour toutes les correspondances échangées par les voies suivantes:		
	1. Allemagne	0 20	Cette taxe est élevée à 0 25 pour les correspondances de la Russie et à 0 24 pour les correspondances de la Turquie; elle est réduite à 0 15 pour les correspondances du Danemark et à 0 12 1/2 pour les correspondances de la Norvège.
	2. Belgique	0 16	Cette taxe est élevée à 0 21 pour les correspondances échangées avec la Russie et à 0 20 pour les correspondances échangées avec la Turquie.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Grande- Bretagne (suite)	3. Danemark	0 25	Cette taxe est réduite à 0 30 pour les correspondances de l'Allemagne transitant par la Grande-Bretagne.
	4. Espagne	0 32	
	5. France	0 16	Cette taxe est élevée à 0 21 pour les correspondances de la Russie et à 0 20 pour les correspondances de l'Espagne, de Gibraltar, de Malte, du Portugal et de la Turquie.
	6. Gibraltar	0 47	Cette taxe est élevée à 0 23 pour les correspondances échangées avec la Russie et à 0 24 pour les correspondances échangées avec la Suède.
	7. Malte	0 61	
	8. Norvège	0 22 1/2	
	9. Pays-Bas	0 20	Cette taxe est réduite à 0 17 pour les correspondances échangées avec l'Autriche et la Hongrie, la Roumanie et la Serbie, et à 0 16 pour les correspondances échangées avec l'Allemagne. Elle est élevée à 0 22 pour les correspondances échangées avec la Russie.
	10. Portugal	0 42	Cette taxe est réduite à 0 38 pour les correspondances avec l'Allemagne transitant par la Grande-Bretagne et à 0 28 pour les correspondances de l'Espagne.
	<i>NB. — Les taxes ci-dessus indiquées sous les numéros 1 à 10 sont communes avec les Compagnies des câbles sous-marins.</i>		
	<i>Taxe de Gibraltar:</i>		
	Pour toutes les correspondances échangées avec Gibraltar par la voie de l'Espagne	0 05	
	<i>Taxe de la Compagnie de Heligoland.</i>		
	Pour toutes les correspondances	0 12 1/2	
	<i>Taxes de la Compagnie Eastern.</i>		
Grèce	1. Pour les correspondances échangées avec Gibraltar à partir de		Y compris la taxe terminale de Malte appartenant à la Compagnie Eastern.
	a) Carcavellos (Portugal)	0 15	
	b) Vigo (Espagne)	0 35	
	c) Malte	0 62	
	2. Pour les correspondances échangées avec Malte à partir de		
	a) Bone (Algerie)	0 15	
	b) Marseille (France)	0 29	
	c) Carcavellos (Portugal)	0 47	
	d) Vigo (Espagne)	0 52	
	1. A partir de Volo:		
	a) Pour la Grèce continentale	0 05	Cette taxe est réduite à 0 04 pour les correspondances échangées avec l'Allemagne.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Russie (<i>suite</i>)	2. A partir de la frontière de Batoum, pour toutes les correspondances échangées avec: a) La Russie du Caucase b) La Russie d'Europe	0 20 0 45	
Serbie	1. Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne . . 2. Pour toutes les autres correspondances	0 04 0 05	
Suède	1. Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne et l'Italie 2. Pour les correspondances échangées avec la Grande-Bretagne, la Russie et la Turquie 3. Pour toutes les autres correspondances	0 10 0 12 1/2 0 12	
Suisse	1. Pour les correspondances échangées avec l'Espagne, la Russie et la Turquie 2. Pour toutes les autres correspondances	0 06 0 05	
Turquie	1. A partir des frontières de la Grèce, de la Roumanie, de la Serbie et de Constantinople (câble d'Odessa): a) Pour la Turquie d'Europe b) Pour la Turquie d'Asie (ports de mer) c) Pour la Turquie d'Asie (intérieur) d) Pour les îles de Metelin, Chio, Samos et Rhodes e) Pour l'île de Chypre f) Pour l'île de Candie 2. A partir des frontières de l'Autriche et de la Hongrie, ou de l'Italie (Vallona): a) Pour la Turquie d'Europe b) Pour la Turquie d'Asie (ports de mer) c) Pour la Turquie d'Asie (intérieur) d) Pour les îles de Metelin, Chio, Samos et Rhodes e) Pour l'île de Chypre f) Pour l'île de Candie 3. A partir de l'île de Chio ou de la frontière de Tchesmé, des Dardanelles, de Ténédos ou de Salonique: a) Pour les ports de mer de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie b) Pour les bureaux de l'intérieur de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie c) Pour les îles de Metelin, Samos et Rhodes d) Pour l'île de Chypre e) Pour l'île de Candie 4. A partir de la frontière de Rhodes: a) Pour l'île de Rhodes b) Pour les ports de mer de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie c) Pour les bureaux de l'intérieur de la Turquie d'Europe et de la Turquie d'Asie d) Pour les îles de Metelin, Chio et Samos e) Pour l'île de Chypre f) Pour l'île de Candie 5. A partir de la frontière de Batoum pour toutes les correspondances échangées, hors le cas précédent, avec: a) La Turquie d'Asie, dans un rayon de 375 kilomètres b) La Turquie d'Asie, hors du rayon de 375 kilomètres et la Turquie d'Europe (ports de mer) c) La Turquie d'Europe (intérieur) d) Les îles de Metelin, Chio, Samos et Rhodes e) L'île de Chypre f) L'île de Candie 6. Taxe terminale de l'île de Candie pour les correspondances arrivant par les câbles de Zante-Candie, Syra-Candie et, pour les correspondances de l'Egypte, Alexandrie-Candie	0 15 0 35 0 55 0 45 0 50 0 55 0 20 0 40 0 60 0 50 0 55 0 60 0 15 0 35 0 25 0 30 0 45 0 05 0 20 0 40 0 30 0 35 0 25 0 15 0 25 0 40 0 35 0 40 0 45 0 10	Les télégrammes, par les routes indiquées sous les numéros 1° et 2°, qui empruntent le câble de Salonique-Ténédos-Constantinople, sont frappés d'une surtaxe de 0 10 pour Constantinople et de 0 15 pour toutes les autres localités de la Turquie, y compris les îles.

B. Taxes de transit.

(La taxe de transit est celle qui revient à chaque Etat pour les correspondances qui traversent son territoire).

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Allemagne	<p>1. Pour les correspondances échangées entre l'Autriche et la Hongrie, la Roumanie, la Serbie, la Turquie et la Grèce, d'une part, et la France, l'Espagne (voie de France) et le Portugal (voie d'Espagne et de France), d'autre part; pour les correspondances échangées entre la Suisse et le Luxembourg; pour les correspondances échangées entre la France et la Grande-Bretagne, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part; et pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et l'Italie</p> <p>2. Pour les correspondances des pays européens, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Turquie d'Asie échangées par la frontière austro-allemande, avec les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne; pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et la Suisse</p> <p>3. Pour les autres correspondances des pays européens, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Turquie d'Asie qui franchissent la frontière austro-allemande; pour les correspondances échangées entre la Belgique et la Suisse; et pour les correspondances échangées entre l'Italie et les Pays-Bas, par la voie de la Suisse</p> <p>4. Pour les correspondances échangées entre les Pays-Bas, la Belgique, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Portugal et Gibraltar, voie de l'Espagne, d'une part, et le Danemark, la Norvège et la Suède, d'autre part</p> <p>5. Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 04</p> <p>0 06</p> <p>0 08</p> <p>0 10</p> <p>0 12</p>	
Autriche	Pour toutes les correspondances échangées avec la Hongrie .	0 04	
Hongrie	Pour toutes les correspondances échangées avec l'Autriche .	0 04	
Autriche et Hongrie	<p>1. Pour les correspondances échangées entre l'Allemagne et l'Italie</p> <p>2. Pour les correspondances échangées entre les Pays-Bas et l'Italie, par la voie de l'Allemagne et pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et la Russie .</p> <p>3. Pour les correspondances échangées, savoir:</p> <p>a) Par la voie de la France et de la Suisse ou de l'Italie, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la Turquie, la Grèce, sauf Corfou, la Roumanie et la Serbie, d'autre part; et entre le Danemark, la Norvège et la Suède, d'une part, et l'Italie, d'autre part</p> <p>b) Par les frontières austro-allemandes, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la Roumanie et la Serbie, d'autre part; et entre l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, d'une part, et la Grèce, sauf Corfou, la Roumanie, la Serbie et la Turquie, d'autre part . . .</p> <p>4. Pour les correspondances des pays européens, sauf les cas spécifiés sous 2° et 3°, b, et pour celles de l'Algérie, de la Tunisie et de la Turquie d'Asie qui franchissent la frontière austro-allemande, ainsi que pour les correspondances échangées entre la France, l'Espagne (voie de France) et le Portugal (voie d'Espagne et de France), d'une part, et la Roumanie, la Serbie, la Turquie, la Grèce, sauf Corfou, et la Russie, d'autre part</p> <p>5. Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 04</p> <p>0 06</p> <p>0 08</p> <p>0 10</p> <p>0 12</p>	
Belgique	<p>1. Pour les correspondances échangées, par la voie de France et d'Italie, entre les Pays-Bas, d'une part, et Corfou, la Grèce, la Turquie et Malte, d'autre part</p> <p>2. Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 02</p> <p>0 04</p>	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Danemark	Pour les correspondances échangées : 1. Entre la frontière dano-allemande et a) La côte de Suède ou le point d'atterrissement du câble dano-anglais b) La côte de Norvège c) Id. de Russie d) Id. de France 2. Entre la côte de France et a) La côte de Suède b) Id. de Russie c) Id. de Norvège 3. Entre le point d'atterrissement du câble dano-anglais et a) La côte de Suède b) Id. de Russie 4. Entre la côte de Norvège et la côte de Russie	0 04 0 06 0 12 0 14 0 10 0 12 0 16 0 05 0 12 0 16	Taxes communes entre le Dane- mark et la Grande Compagnie des télégraphes du Nord. Cette taxe est réduite à 0 04 pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et la Russie. Taxes communes entre le Dane- mark et la Grande Compagnie des télégraphes du Nord.
Espagne	1. Pour les correspondances échangées entre l'Allemagne et la France, d'une part, et le Portugal, d'autre part 2. Pour toutes les autres correspondances <i>Taxe de la Compagnie Direct Spanish pour le câble de Barcelone à Marseille.</i> Pour toutes les correspondances	0 08 0 10 0 20	
France	1. Pour les correspondances échangées : a) Entre la frontière de Belgique et les lignes sous-ma- rines de la Manche b) Entre les points d'atterrissement des câbles de Li- vourne et de Bonifacio, sans emprunter le territoire de la France continentale 2. Pour les correspondances échangées, par les voies de la Suisse ou de l'Italie et de l'Autriche et de la Hongrie, entre la Belgique, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, d'autre part; pour les correspondances échangées entre la Bel- gique et les Pays-Bas, d'une part, et la Grèce, d'autre part, par la voie d'Otrante-Zante; et pour les correspon- dances échangées, par la voie de Vallona, entre la Belgique et les Pays-Bas, d'une part, et la Turquie et la Grèce, d'autre part 3. Pour les correspondances échangées entre la Grande-Bre- tagne, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Rouma- nie, la Russie et la Serbie, d'autre part 4. Pour les correspondances échangées, savoir : a) Entre l'Allemagne et l'Italie, d'une part, l'Espagne et le Portugal, d'autre part b) Par les voies de la Suisse ou de l'Italie et de l'Autri- che, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la Tur- que et la Grèce, d'autre part, et entre la Belgique, d'une part, et la Roumanie ou la Serbie, d'autre part c) Entre la Belgique et les Pays-Bas, d'une part, et l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, d'autre part d) Entre la Grande-Bretagne, d'une part, et, par la voie de Vallona, la Turquie et la Grèce, ou par la voie d'Otrante-Zante, la Grèce, sauf Corfou, et la Turquie, d'autre part 5. Pour les correspondances de l'Allemagne, à l'exception de celles qui passent par la frontière d'Espagne, et pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne d'une part, et l'Italie et la Suisse, d'autre part 6. Pour toutes les autres correspondances Transit du câble de Marseille à Alger : Pour toutes les correspondances	0 04 0 06 0 07 0 08 0 10 0 12 0 12	Y compris le transit éventuel de la Corse.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
France (suite)	<i>Taxe de la Compagnie Eastern.</i> Entre Marseille et Bone	0 12	Taxes communes entre le Gouver- nement hellénique et la Compa- gnie des câbles.
	Grande-Bretagne et Irlande La taxe de transit s'obtient en faisant l'addition des chiffres indiqués au tableau des taxes terminales pour le parcours jusqu'à la Grande-Bretagne d'une part, et le parcours à partir de la Grande-Bretagne, d'autre part. Transit de Gibraltar: Pour les correspondances passant d'un des câbles qui aboutissent à Gibraltar sur le réseau espagnol et réciproquement	0 04	
Grèce	<i>Taxes de la Compagnie Eastern.</i> 1. Entre Gibraltar et a) Vigo b) Carcavellos c) Malte	0 35 0 15 0 57	
	2. Entre Malte et a) Bone b) Marseille c) Carcavellos d) Vigo	0 15 0 29 0 47 0 52	
	1. Entre la frontière de Volo et la frontière: a) De Corfou b) D'Otrante (câble de Zante), de Chio ou Tschesmé . . . c) De Candie	0 20 0 35 0 50	
	2. Entre la frontière de Corfou ou d'Otrante (câble de Zante) et la frontière: a) De Chio ou Tschesmé b) De Candie ou de Rhodes	0 25 0 50	
	3. Entre la frontière de Chio ou de Tschesmé et celle de Candie	0 60	
	1. Pour les correspondances échangées, par les frontières de la France et de l'Autriche, entre la Belgique, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Roumanie et la Serbie, d'autre part; et pour les correspondances échangées entre la France, l'Espagne (voie de France) et le Portugal (voie d'Espagne et de France), d'une part, et la Russie, d'autre part	0 02	
	2. Pour les correspondances échangées, par les frontières de France et d'Autriche, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Roumanie, la Russie et la Serbie, d'autre part	0 03	
	3. Pour les autres correspondances échangées entre les frontières d'Autriche, de France et de Suisse	0 04	
	4. Pour les correspondances échangées: a) Entre les frontières mentionnées sous 3° et la Corse . . b) Entre Vallona, d'une part, et le point d'atterrissement des câbles d'Otrante-Corfou et d'Otrante-Zante, d'autre part, et entre les points d'atterrissement de ces deux derniers câbles	0 05	
	5. Pour les correspondances échangées entre la France, y compris la Corse, d'une part, et l'Algérie et la Tunisie, d'autre part (voie de Malte); pour les correspondances échangées, par la voie de Belgique, de France et de Vallona, entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, d'une part, et la Turquie et la Grèce, d'autre part; pour les correspondances échangées, par la voie de Belgique, de France et d'Otrante-Zante, entre les Pays-Bas, d'une part, et la Grèce, sauf Corfou, d'autre part	0 08	
Italie	6. Entre les frontières de France et de Turquie (Vallona), pour les correspondances de la Belgique avec la Turquie et la Grèce, et entre les frontières de France et d'Otrante (voie de Zante), pour les correspondances de la Belgique avec la Grèce, sauf Corfou	0 10	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Italie (suite)	<p>7. Entre les frontières de France et de Turquie (Vallona), pour les correspondances de la Grande-Bretagne avec la Turquie et la Grèce; entre les frontières de France et d'Otrante (voie de Zante), pour les correspondances de la Grande-Bretagne d'une part, avec la Grèce, sauf Corfou, et la Turquie, d'autre part; entre les frontières de Suisse ou d'Autriche et de Turquie (Vallona), pour les correspondances de l'Allemagne avec la Turquie et la Grèce, et entre les frontières de Suisse ou d'Autriche et d'Otrante (voie de Zante), pour les correspondances de l'Allemagne avec la Grèce, sauf Corfou</p> <p>8. Pour toutes les autres correspondances</p> <p>Taxe éventuelle du câble d'Otrante-Vallona</p> <p><i>Taxes de la Compagnie Mediterranean Extension Telegraph.</i></p> <p>1. Entre Corfou et le point d'atterrissement du câble à Otrante</p> <p>2. Entre Malte et le point d'atterrissement du câble en Sicile: a) Pour les correspondances échangées entre l'Italie, d'une part, et l'Algérie et la Tunisie, d'autre part b) Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 12</p> <p>0 14</p> <p>0 05</p> <p></p> <p>0 15</p> <p>0 10</p> <p>0 15</p>	L'Administration italienne se réserve de notifier aux autres Administrations quand elle fera usage de cette taxe facultative.
Luxembourg	Pour toutes les correspondances	0 02	
Norvège	Pour toutes les correspondances	0 06	
Pays-Bas	<p>1. Pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Roumanie, la Russie et la Serbie, d'autre part</p> <p>2. Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 03</p> <p>0 04</p>	
Portugal	<p>1. Pour les correspondances de l'Espagne avec la Grande-Bretagne, Gibraltar et Malte et pour les correspondances passant d'un des câbles de la Compagnie Eastern à un autre câble</p> <p>2. Pour toutes les autres correspondances</p> <p><i>Taxe de la Compagnie Eastern</i></p> <p>Entre Vigo et Carcavellos</p>	<p>0 04</p> <p>0 06</p> <p></p> <p>0 20</p>	
Roumanie	Pour toutes les correspondances	0 04	
Russie	<p>1. Pour les correspondances transitant par la Russie d'Europe</p> <p>2. Pour les correspondances échangées entre les frontières européennes et celle de Batoum</p> <p><i>Taxes de la Compagnie Black Sea Telegraph.</i></p> <p>1. Pour les correspondances échangées entre la Russie, d'une part, et la Turquie, la Grèce, l'Italie et la Roumaine, d'autre part</p> <p>2. Pour toutes les autres correspondances</p>	<p>0 20</p> <p>0 36</p> <p></p> <p>0 05</p> <p>0 30</p>	
Serbie	Pour toutes les correspondances	0 04	
Suède	<p>Pour les correspondances échangées, savoir:</p> <p>1. Entre la frontière allemande et la frontière norvégienne ou danoise</p> <p>2. Entre la frontière russe et les autres frontières</p>	<p>0 06</p> <p>0 10</p>	
			Cette taxe est réduite à 0 08 pour les correspondances échangées entre la Russie, d'une part, et la France et la Grande-Bretagne, d'autre part.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes par mot en francs	Observations
Suisse	1. Pour les correspondances échangées, par la voie de la France, entre la Belgique, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Roumaine et la Serbie, d'autre part; pour les correspondances échangées entre la France, l'Espagne (voie de France) et le Portugal (voie d'Espagne et de France), d'une part, et la Russie, d'autre part; et pour les correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et l'Italie, par la voie de l'Allemagne	0 02	
	2. Pour les correspondances échangées, par la voie de la France, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Autriche et la Hongrie, la Roumaine, la Russie et la Serbie, d'autre part	0 03	
	3. Pour toutes les autres correspondances	0 04	
Turquie	Pour les correspondances transitant:		
	1. Entre les frontières européennes	0 15	
	2. Entre les frontières de Tschesmé ou Chio et de Rhodes, d'une part, et, d'autre part, toutes les frontières européennes, sauf celle de Constantinople (câble d'Odessa)	0 40	
	3. Entre la frontière de Tschesmé ou Chio et celle de Constantinople, et entre la frontière de Tschesmé ou Chio et celle de Rhodes	0 20	
	4. Entre la frontière de Constantinople et celle de Rhodes . .	0 30	
	5. Entre la frontière de Batoum, d'une part, et d'autre part:		
	a) Les frontières de la Serbie et de Constantinople . .	0 55	
	b) Les autres frontières européennes	0 60	
	6. Entre les frontières de la Turquie d'Asie	0 67 1/2	

2. Régime extra-européen.

Dans le régime extra-européen la taxe est celle du nombre effectif des mots, sans taxe additionnelle.

Taxes terminales et de transit par mot.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations
Allemagne	Pour toutes les correspondances	0 225	0 225	
Autriche et Hongrie	Pour toutes les correspondances	0 225	0 225	
Belgique	Pour toutes les correspondances	0 075	0 075	
Brésil	Taxes terminales:			
	1. A partir de Recife (Pernambuco):			
	a) Pour la région du Nord ou du Centre	1 >	>	
	b) Pour la région du Sud	2 >	>	
	2. A partir de Belem (Para):			
	a) Pour la région du Nord	1 >	>	
	b) Pour la région du Centre	2 >	>	
	c) Pour la région du Sud	3 >	>	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations
Brésil (suite)	Taxes de transit: Entre Jaguarao ou Uruguayana et a) Un point frontière de la région du Sud . . . b) Un point frontière de la région du Centre. . . c) Un point frontière de la région du Nord . . .	> > >	1 > 2 > 3 >	
Danemark	1. Pour les correspondances qui n'empruntent que les lignes de l'Etat 2. Pour les correspondances transmises par les câbles de la Grande Compagnie des télégraphes du Nord; sauf les câbles avec l'Angleterre (voir Grande-Bretagne ci-dessous), mais y compris les lignes de l'Etat	0 075 0 225	0 075 0 225	
Egypte	Pour toutes les correspondances échangées avec: 1. La 1 ^{re} région 2. La 2 ^e région <i>Taxes de la Compagnie Eastern.</i> <i>NB.</i> Les taxes suivantes indiquées comme taxes terminales sont les taxes d'Alexandrie. Pour les autres bureaux égyptiens, ce sont les taxes de transit qui sont applicables et auxquelles s'ajoute la taxe terminale de 25 centimes de l'Egypte ci-dessus indiquée, laquelle appartient à la Compagnie pour les correspondances avec le Caire et Suez. Entre la côte d'Egypte (Alexandrie) et 1. Malte: a) Pour les correspondances échangées avec Malte b) Pour toutes les autres correspondances . . . 2. Otrante 3. Grèce 4. Candie 5. Rhodes	0 25 0 50 1 30 1 > 1 225 1 225 0 80 1 05	0 25 > 1 > 1 225 1 225 0 80 1 05	Y compris la taxe terminale de Malte appartenant à la Compagnie Eastern. Y compris le transit ottoman de Candie et le transit grec. Y compris le transit ottoman de Candie et la taxe terminale ou de transit de la Grèce. Y compris le transit de Candie qui est gratuit pour les correspondances ottomanes.
Espagne	Pour toutes les correspondances <i>Taxe de la Compagnie Direct Spanish Telegraph.</i> Pour le câble de Barcelone à Marseille Pour toutes les correspondances Transit du câble de Marseille-Alger: Pour toutes les correspondances <i>Taxes de la Compagnie du câble de Coutances à Jersey.</i> Pour toutes les correspondances <i>Taxe de la Compagnie Eastern.</i> Entre Marseille et Bône (Algérie) Pour toutes les correspondances	0 1875 > 0 225 > 0 225 0 225 0 225 0 15	0 1875 0 30 0 225 0 225 0 225 0 225 0 225 0 15	La taxe de transit est réduite, par la voie de Bilbao, à 0 145 pour les correspondances de la Grande-Bretagne ou transitant par la Grande-Bretagne avec le câble brésilien.
France (y compris l'Algérie et la Tunisie)				
France (Cochinchine)				

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations
Grande- Bretagne et Irlande	Pour toutes les correspondances échangées par les voies suivantes :			
	1. Allemagne	0 30	La taxe de transit s'obtient en faisant l'addition des taxes terminales de la manière indiquée pour le régime européen.	Cette taxe est élevée de 5 centimes pour la correspondance avec les Indes et au-delà.
	2. Belgique	0 225		
	3. Danemark	0 30		
	4. Espagne	0 5625		Cette taxe est réduite à 0 44 pour les correspondances échangées avec le câble brésilien, par la voie de Bilbao.
	5. France	0 225		
	6. Gibraltar	0 90		Y compris la taxe terminale de Gi- braltar appartenant à la Compa- gnie Eastern.
	7. Malte	0 90		Y compris la taxe terminale de Malte appartenant à la Compa- gnie Eastern.
	8. Norvège	0 2625		
	9. Pays-Bas	0 30		
	10. Portugal	0 60		Cette taxe est réduite à fr. 0 4875 pour les correspondances de l'Es- pagne.
	NB. Les taxes ci-dessus indiquées sous le numéros 1° à 10, sont communes avec les Compagnies des câbles sous-marins.			
	Taxes de Gibraltar: Pour toutes les correspondances empruntant les lignes espagnoles	0 075	0 075	
	<i>Taxe de la Compagnie de Heligoland.</i> Pour toutes les correspondances	0 20	"	
	<i>Taxes de la Compagnie Eastern.</i> 1. Entre Gibraltar et a) Carcavellos	0 225	0 225	
	b) Vigo	0 50	0 50	
	c) Malte	0 825	0 825	La taxe de transit est réduite à 0 60, pour les correspondances de l'Espagne avec les Indes et au-delà.
	2. Entre Malte et a) Carcavellos	0 70	0 70	La taxe de transit est réduite à 0 625, pour les correspondances de l'Espagne, sauf avec les Indes et au-delà, où elle est réduite à 0 60.
	b) Vigo	0 70	0 70	La taxe de transit est réduite à 0 675, pour les correspondances de l'Espagne avec les Indes et au-delà.
	c) Marseille	0 45	0 45	
	d) Bone	0 225	0 225	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs		Observations
			pour les correspon- dances des Indes	pour les correspon- dances des pays au-delà des Indes	
Grande- Bretagne (Indes britanniques)	A. Taxes des câbles du Golfe Persique.				
	1. De Fao à Bushire	0 45	0 45	0 30	La taxe de 0 45 s'applique égale- ment à toutes les autres corres- pondances, pour le transit de Fao à Bushire.
	2. De Fao aux autres bureaux du Golfe Persique	2 10	2 10	1 39	
	3. Entre Bushire et les autres bureaux du Golfe Persique	1 65	1 65	1 09	
			Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	
	B. Taxes des Indes proprement dites!				
	Taxes terminales:				
	I. A partir des frontières de Bombay ou de Kur- rachée:				
	1. Pour les correspondances échangées entre les offi- ces contractants ou adhérents et les Indes:				
	a) O. de Chittagong		0 65	>	Taxe commune avec la Birmanie.
	b) E. de Chittagong et île de Ceylan		0 90	>	
	c) Birmanie		1 10	>	
	2. Pour les correspondances échangées avec les offi- ces non contractants ou non adhérents, d'une part, et, d'autre part, les Indes:				
	a) O. de Chittagong		1 >	>	Taxe commune avec la Birmanie.
	b) E. de Chittagong et île de Ceylan		1 25	>	
	c) Birmanie		1 45	>	
	II. A partir de la frontière de Madras:				
	Pour toutes les correspondances avec les Indes:				
	a) O. de Chittagong		0 80	>	Taxe commune avec la Birmanie.
	b) E. de Chittagong et île de Ceylan		1 05	>	
	c) Birmanie		1 25	>	
	III. A partir de la frontière de Rangoon:				
	Pour toutes les correspondances avec les Indes:				
	a) E. de Chittagong		0 80	>	Taxe commune avec la Birmanie.
	b) O. de Chittagong		1 05	>	
	c) Île de Ceylan		1 30	>	
	d) Birmanie		1 >	>	
	IV. A partir des frontières de Bombay et Kur- rachée par la voie de Madras-Penang-Rangoon:				
	Pour toutes les correspondances avec les Indes:				
	a) E. de Chittagong		1 35	>	Taxe commune avec la Birmanie.
	b) Birmanie		1 55	>	
	NB. — La part de la Birmanie dans les taxes ci-des- sus indiquées est de fr. 0 20.				
	Taxe de transit:				
	Entre toutes les frontières et pour toutes les corres- pondances		>	0 75	
	Taxes de la Compagnie Eastern.				
	I. Entre Aden et				
	a) L'Egypte:				
	1. Pour les correspondances de l'Egypte		3 25	>	Taxe commune avec le Gouverne- ment égyptien, sauf pour Alexan- drie, le Caire et Suez.
	2. Pour les correspondances des autres pays par la frontière d'El-Arich ou pour toute autre nouvelle voie qui viendrait à se produire ultérieurement.		3 50	>	Taxe exclusive de la Compagnie.

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations	
Grande- Bretagne (Indes britanniques) (suite)	b) Candie	3 50	>	Y compris le transit égyptien.	
	c) Rhodes.	3 75	>	Y compris le transit égyptien et celui de Candie qui est gratuit pour les correspondances otto- manes.	
	d) Grèce	3 825	>	Y compris le transit égyptien, le transit ottoman de Candie et le transit grec.	
	e) Otrante	3 825	>		
	f) Malte:			Y compris le transit égyptien.	
	1. Pour les correspondances échangées avec Malte	3 90	>		
	2. Pour toutes les autres correspondances	3 60	>		
			</		

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs		Observations
			pour les correspon- dances des Indes	pour les correspon- dances des pays au-delà des Indes	
Grande- Bretagne (Indes britanniques) (suite)	4. Espagne	>	4 0875	2 6375	
	5. Grande-Bretagne	>	4 05	2 60	
	6. Italie	>	4 50	3 05	
	7. Luxembourg, Grèce, et les îles grecques	>	4 225	2 775	
	8. Malte : avec les Indes mêmes	4 95	>	>	
	Id. avec les pays au-delà des Indes	3 50	>	>	
	9. Norvège	>	3 9875	2 4875	
	10. Portugal, Suède et Gibraltar	>	4 0125	2 5625	
	11. Russie d'Europe	>	3 90	2 45	
	12. Russie du Caucase	>	3 60	2 15	
	13. Russie d'Asie (1 ^{re} et 2 ^e régions)	>	3 90	2 45	
	14. Suisse	>	4 425	2 975	
	15. Turquie d'Europe et d'Asie et Archipel	>	4 25	2 80	
			Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	
Grèce	1. Pour toutes les correspondances qui n'empruntent que les lignes continentales		0 075	0 075	
	2. Pour les correspondances qui empruntent les câbles grecs et pour toutes les îles de l'Archipel, y compris la taxe de la Grèce.		0 275	0 275	
Italie	1. Entre Vallona, d'une part, et les points d'atterrissement d'Otrante-Corfiou et d'Otrante-Zante, d'autre part, et entre les points d'atterrissement de ces deux câbles		>	0 075	
	2. Pour toutes les autres correspondances		0 225	0 225	
	<i>Taxes de la Compagnie Mediterranean Extension.</i>				
	Entre Corfiou et Otrante		0 225	0 225	
	Entre Modica et Malte		0 225	0 225	
Luxembourg	Pour toutes les correspondances		0 05	0 05	
Norvège	Pour toutes les correspondances		0 1125	0 1125	
Pays-Bas	Pour toutes les correspondances		0 075	0 075	
Pays-Bas	Pour toutes les correspondances		0 15	0 25	
Indes néerlandaises					La taxe de transit sera réduite à 0 15 après la pose de câble Singapore-Banjoewangie-Port-Darwin.
Perse	Taxes terminales :				
	1. Pour les correspondances échangées avec les Indes et les pays au-delà		1 55	>	
	2. Pour toutes les autres		0 60	>	
	Taxes de transit :				
	1. Entre les frontières de Russie et de Turquie		>	1 >	
	2. Entre les autres frontières pour les correspondances :				
	a) Des Indes		>	1 07	
	b) Des pays au-delà des Indes		>	0 705	
Portugal	1. Pour toutes les correspondances échangées avec le Portugal par le câble brésilien qui ne sont pas en provenance ou à destination des possessions portugaises		0 15	>	
	2. Pour toutes les correspondances passant d'un câble de la Compagnie Eastern au câble brésilien ou réciproquement		>	0 675	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations
Portugal (suite)	3. Pour toutes les autres correspondances	0 075	0 1125	La taxe de transit est réduite, par la voie de Bilbao, à 0 09, pour les correspondances de la Grande-Bretagne ou transitant par la Grande-Bretagne avec le câble brésilien.
	Taxes spéciales pour les îles de			Ces taxes s'ajoutent aux taxes de la Compagnie Brazilian submarine.
	a) Madère	0 075	>	
	b) St-Vincent	0 075	0 125	
	<i>Taxes de la Compagnie Eastern.</i>			
	Entre Carcavellos et Vigo	0 30	0 30	
Roumanie	Pour toutes les correspondances	0 075	0 075	
Russie	Taxes terminales:			
	1. Pour les correspondances échangées à partir des frontières européennes avec:			
	a) La Russie d'Europe	0 375	>	
	b) La Russie du Caucase	0 675	>	
	c) La Russie d'Asie, à l'ouest du méridien de Werkne-Oudinsk	1 50	>	
	d) La Russie d'Asie, à l'est du méridien de Werkne-Oudinsk	2 625	>	
	2. A partir des frontières de la Perse ou de la Turquie d'Asie, pour les correspondances échangées entre les Indes et les pays au-delà des Indes, d'une part, et, d'autre part:			
	a) La Russie d'Europe y inclus le Caucase	1 73	>	
	b) La Russie d'Asie (1 ^{re} et 2 ^e régions)	2 73	>	
	3. A partir des mêmes frontières pour toutes les autres correspondances échangées avec:			
	a) La Russie du Caucase	0 30	>	
	b) La Russie d'Europe	0 675	>	
	c) La Russie d'Asie (1 ^{re} région)	1 80	>	
	d) La Russie d'Asie (2 ^e région)	3 00	>	
	4. A partir de Wladiwostock:			
	a) Pour la Russie d'Asie (1 ^{re} et 2 ^e régions)	1 73	>	
	b) Pour la Russie d'Europe et la Russie du Caucase	2 73	>	
	Taxes de transit:			
	1. Entre les frontières européennes pour toutes les correspondances	>	0 375	
	2. Entre les frontières européennes, d'une part, et les frontières de la Perse et de la Turquie d'Asie, d'autre part, pour les correspondances échangées avec:			
	a) Les Indes	>	1 705	
	b) Les pays au-delà des Indes	>	1 18	
	3. Entre les mêmes frontières pour toutes les autres correspondances	>	0 70	
	4. Entre la frontière de la Turquie d'Asie et celle de la Perse, pour les correspondances échangées avec les Indes et les pays au-delà des Indes	>	1 00	
	5. Entre les mêmes frontières pour les autres correspondances	>	0 30	
	6. Entre Wladiwostock et toutes les autres frontières	>	3 00	

Désignation des Etats	Indication des correspondances	Taxes terminales en francs	Taxes de transit en francs	Observations
Russie (suite)	<i>Taxe de la Compagnie Blac Sea Telegraph.</i>			
	Pour toutes les correspondances	>	0 45	
Serbie	Pour toutes les correspondances	0 075	0 075	
Suède	Pour toutes les correspondances	0 1875	0 15	
Suisse	Pour toutes les correspondances	0 075	0 075	
Turquie	Taxes terminales:			
	1. A partir des frontières européennes, pour toutes les correspondances échangées :			
	a) Avec la Turquie d'Europe	0 25	>	
	b) Avec la Turquie d'Asie (ports de mer)	0 50	>	
	c) Avec la Turquie d'Asie (intérieur et archipel)	0 75	>	
	2. A partir des frontières de la Turquie d'Asie, sauf le cas prévu sous le n. 3 :			
	a) Pour la Turquie d'Asie (1 ^{re} région).	0 50	>	
	b) Pour la Turquie d'Asie (2 ^e région).	0 75	>	
	c) Pour la Turquie d'Europe et l'archipel de la Turquie d'Asie	1 00	>	
	3. A partir de la frontière de Rhodes pour les cor- respondances de l'île de Rhodes	0 15	>	
	Taxes de transit:			
	1. Entre les frontières européennes	>	0 25	
	2. Entre les frontières de la Turquie d'Asie	>	0 75	
	3. Entre les frontières de la Turquie d'Europe et celles de la Turquie d'Asie:			
	a) Pour les correspondances des Indes.	>	1 525	
	b) Pour les correspondances des pays au-delà des Indes	>	1 035	
	c) Pour toutes les autres	>	1 00	
	Taxes de l'île de Candie.	0 15	0 075	

Taxe uniforme pour la correspondance entre l'Europe et les Indes.

Les taxes des correspondances entre l'Europe (la Turquie et la Russie exceptées) et les Indes sont fixées uniformément aux chiffres ci-après :

	O. de Chittagong — francs	E. de Chittagong — francs
a) Par la voie de Turquie	5 10	5 35
b) Par la voie de la Russie	5 60	5 85

Ces taxes sont réparties comme suit:

Voie de Turquie:

	Pour les correspondances avec: les Indes	les pays au-delà des Indes
Europe	0 825	0 825
Turquie	1 525	1 035
Golfe Persique	2 10	1 39
Indes	0 65	0 75
	<u>5 10</u>	<u>4 00</u>

Voie de Russie:

	Pour les correspondances avec: les Indes	les pays au-delà des Indes
Europe	0 525	0 525
Russie	1 705	1 18
Perse	1 07	0 705
Golfe Persique	1 65	1 09
Indes	0 65	1 75
	<u>5 60</u>	<u>4 25</u>

Dans les décomptes avec les Offices limitrophes, les Etats européens prélèvent ou reçoivent exactement les taxes qui leur sont attribuées par le tableau 2^e régime extra-européen. La différence en plus ou en moins qui existerait entre la somme affectée à cette répartition et le chiffre indiqué ci-dessus comme formant la taxe générale de l'Europe est mise au compte des Offices extra-européens.

Ainsi arrêté à *Londres*, le 28 juillet 1879, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la convention de St-Petersbourg pour entrer en vigueur le 1^{er} avril 1880.

RUDDE.
R. SCHEFFLER.
BRUNNER.
WIMPFEN.
KOLLER.
J. VINCENT.
JOHN GIBBS.
HÖNCKE.
F. DE OTIN.
LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE
FRANCE.
Pour le Ministre et par autorisation spéciale
RICHARD.
RICHARD, délégué.
ESCHBAECHER.
C. H. B. PATEY.
H. C. FISCHER.

P. BENTON.
J. GENNADIUS.
J. U. BATEMAN CHAMPAIN, L^Y-COL. R. E.
H. A. MALLOCK, MAJOR, B. S. C.
E. D'AMICO.
JUGOI YOSHIKAWA AKIMASA.
NIELSEN.
STARING.
VALENTIM DO REGO.
C. F. ROBESCU.
C. DE LÜDERS.
M. Z. RADOYCOVITCH.
D. NORDLANDER.
A. FREY.
E. MUSURUS.
A. J. GUILDANI.
JULIUS VOGEL.

REGIO CONSOLATO GENERALE D'ITALIA
IN NIZZA MARITTIMA.

ELENCO *nominativo dei nazionali morti nel distretto consolare di Nizza, durante il 1° trimestre 1880.*

- Degioanni Adelaide di Evaristo e di Margherita (?), d'anni 45, massaia, di Casale Monferrato, morta a Nizza il 3 gennaio 1880.
- Palmero Vittoria fu Antonio e fu Orenzo Giulia, d'anni 70, massaia, di Ventimiglia, morta a Nizza il 3 gennaio 1880, via del Gesù, 5.
- Capiaghi Angela di Vincenzo e della fu Ceruti Maria, d'anni 39, affitta camere, di Montano Comasco (Como), morta a Nizza il 4 gennaio 1880, via S. Giov. Battista, 9.
- Radicati Luigia fu Maurizio e fu Boulger Maria, d'anni 74, massaia, di Robella (Alessandria), morta a Nizza il 4 gennaio 1880, via di Francia, 108.
- Bianchi Nicola (senza alcuna indicazione), d'anni 77, fabbricante di strumenti da musica, di Savona, morto a Nizza il 4 gennaio 1880, piazza Giardino Pubblico, 4.
- Barla Serafina (senza alcuna indicazione), d'anni 78, possidente, di Cuneo, morta a Nizza il 6 gennaio 1880, Boulevard del Ponte Vecchio, 20.
- Golea Pietro di Pasquale e di Caterina (?), d'anni 23, giornaliere, di Mondovì, morto a Nizza il 6 gennaio 1880, all'Ospedale civile.
- Negro Stefano fu Stefano e fu Bersano Angela, d'anni 40, garzone di magazzino, di Villanuova Mondovì (Cuneo), morto a Nizza il 6 gennaio 1880, via Ponte Vecchio, 2.
- Torre Pietro fu Domenico e fu Rovera Angelica, d'anni 46, taglia pietre, di Piaseo (Cuneo), morto a Nizza il 10 gennaio 1880, piazza Garibaldi, 7.
- Bessone Antonietta di Antonio e di Carignan Domenica, d'anni 14, di Bagnolo Piemonte (?), morta a Nizza il 10 gennaio 1880, via Garnieri, 5.
- Romondini Cesare di Ambrogio e della fu Rosa (?), d'anni 35, possidente, di Bologna, morto a Nizza l'11 gennaio 1880, Avenue Beaulieu, 20.
- Galliena Rosa di Giacomo e di Trasia Maria, d'anni 36, massaia, di Cuneo, morta a Nizza l'11 gennaio 1880, piazza Santo Stefano, 16.
- Lengueglia Nicolina fu Domenico e fu Carenzi Giulia, d'anni 87, possidente, di Pieve di Teco (Porto Maurizio), morta a Nizza il 12 gennaio 1880, piazza Massena, 2.
- Brun Giovanni di Giuseppe e di Teresa (?), d'anni 56, giornaliere, di Cuneo, morto a Nizza il 13 gennaio 1880, Ospedale civile.
- Lafleur Domenico fu Michele e di Piani Caterina, d'anni 55, saltimbanco, di Foglizzo (Torino), morto a Nizza il 14 gennaio 1880, strada di Villafranca.
- Ollivier Sebastiano fu Andrea (senz'altra indicazione) (?), tenente di fanteria giubilato, di Nizza Mare, morto a Nizza il 13 gennaio 1880, (a S. Andrea presso Nizza).
- Pepino Teresa di Andrea e di Pepino Margherita, d'anni 2, d'Andonno (Cuneo), morta a Nizza il 13 gennaio 1880, via des Serruriers, 12.
- Ruffa Mario di Matteo e di Maria, d'anni 14, di Castel del Santo (?), morto a Nizza il 15 gennaio 1880, all'Ospedale civile.
- Tason Antonio di Giorgio e di Petronilla (?), d'anni 59, negoziante, di Boves (Cuneo), morto a Nizza il 16 gennaio 1880, via del Mercato, 6.
- Vigan Francesco di Domenico e di Bianca (?), d'anni 27, giornaliere, di Pieve di Teco (Porto Maurizio), morto a Nizza il 17 gennaio 1880.
- Veno Giovanni di Antonio e di Anna Maria (?), d'anni 28, ramaio, di Orsomarso (Cosenza), morto a Nizza il 18 gennaio 1880.
- Ansaldi Giovanni di Antonio e di Lucia (?), d'anni 36, falegname, di Chieri (Torino), morto a Nizza il 20 gennaio 1880.
- Menardo Maria fu Matteo e fu Cavallo Angelica, d'anni 72, lavandaia, di Boves (Cuneo), morta a Nizza il 20 gennaio 1880, via S. Andrea, 3.
- Crocco Pietro fu Gio. Battista e fu Laviosa Rosa, d'anni 50, capitano marittimo, di Pra (Genova), morto a Nizza il 20 gennaio 1880, via Segurana, 13.
- Vanucci Enrico fu Luigi e di Giusti Olivia, d'anni 30, tipografo, di Firenze, morto a Nizza il 21 gennaio 1880, via Longchamp, 5.
- De Barral conte Carlo fu Giuseppe e fu de Vence Francesca, d'anni 68, maggiore generale giubilato, di Chambéry, morto a Nizza il 22 gennaio 1880, via del Tempio, 16.
- Francesconi Giuseppe fu Nicola e fu Galliano Maria, d'anni 56, negoziante, di Alice Castello (Novara), morto a Nizza il 22 gennaio 1880, all'Ospedale della Croce.
- Zanelli Luigia fu Benedetto e fu Felloni Maria, d'anni 63, cuicatrice, di Cremona, morta a Nizza il 23 gennaio 1880, via Lunel, 18.
- Romano Antonio fu Giuseppe e di Galante Pasqualina, d'anni 28, capitano marittimo, di Castellammare (Trapani), morto a Nizza il 23 gennaio 1880, via Repubblica, 4.
- Garzero Michele di Gio. Battista e di Domenica (?), d'anni 37, cameriere, di Dogliani (Cuneo), morto a Nizza il 23 gennaio 1880, all'Ospedale civile.
- Giordano Micheline di Giuseppe e di Balestra Maria, d'anni 4, di Ventimiglia, morta a Nizza il 24 gennaio 1880, via della Croce, 4.
- Gallinotto Natale di Domenico e di Angela (?), d'anni 36, giornaliere, di Venaria Reale (Torino), morto a Nizza il 25 gennaio 1880, all'Ospedale civile.
- Martino Anna fu Giovenale e di Luciano Maria, d'anni 1 1/2, di Pradlevés (Cuneo), morta a Nizza il 27 gennaio 1880, via du Collet, 11.
- Desimone Antonio di Domenico e di Francesca (?), d'anni 31, giornaliere, di Lattarico (Cosenza), morto a Nizza il 29 gennaio 1880, all'Ospedale civile.
- Sale Maria di Pasquale e di Maria (?), d'anni 60, massaia, di Genova, morta a Nizza il 31 gennaio 1880.
- Rosito Giuseppe di Carlo e di Maradea Maria, d'anni 42, conciaiuolo, di Orsomarso (Cosenza), morto a Nizza il 1° febbraio 1880, vicolo S. Francesco, 13.
- Ajmo Vittoria (senza alcuna indicazione), d'anni 46, lavandaia, di Asti, morta a Nizza il 1° febbraio 1880, via Cassini, 8.
- Forssan Pietro (senza alcuna indicazione), d'anni 27, carrettiere, di Pinerolo, morto a Nizza il 1° febbraio 1880.
- Daru Bartolomeo di Giacomo e di Anna (?), d'anni 23, minatore, di Fossale (?), morto a Nizza il 3 febbraio 1880.
- Codda Agostino fu Giuseppe e fu Cordeviola Giulia, d'anni 70, possidente, di Lavagna (Genova), morto a Nizza il 5 febbraio 1880, via Nuova Villafranca, 5.

- Vial Marianna fu Antonio e fu Vial Catterina, d'anni 40, lattivendola, di Limone (Cuneo), morta a Nizza il 7 febbraio 1880, all'Ospizio di S. Maria.
- Mathon Maria fu Francesco e fu Boulanger Marianna, d'anni 53, massaiia, di Limone (Cuneo), morta a Nizza il 7 febbraio 1880, via del Molino, 5.
- Ponzo Eugenio fu Bartolomeo e fu Tonello (?), d'anni 44, garzone di magazzino, di Villanuova Mondovì (Cuneo), morto a Nizza l'8 febbraio 1880, via Barileria, 3.
- Bongiovanni Matteo (?), d'anni 45, minatore, di Chiusa Pesio (Cuneo), morto a Nizza il 9 febbraio 1880, via Vittorio, 80.
- Ferrero Bartolomeo di Celestino e di (?), d'anni 49, di Ceva (Cuneo), morto a Nizza l'11 febbraio 1880, all'Ospedale civile.
- Pizzio Caterina fu Simone e fu Andrè Antonietta, d'anni 57, giornaliera, di Mondovì, morta a Nizza il 13 febbraio 1880, via Vittorio, 40.
- Bianchi Luigi di Giuseppe e di Maria (?), d'anni 60, cuoco, di Milano, morto a Nizza il 15 febbraio 1880, all'Ospedale civile.
- Reviglio Giuseppe di Donato e di Leprone Vincenza, d'anni 7, di Mondovì, morto a Nizza il 15 febbraio 1880, via San Vincenzo, 8.
- Tarico Lorenzo fu Luigi e di Bergier Domenica, d'anni 38, contadino, di Fossano, morto a Nizza il 15 febbraio 1880, via Bavastro, 13.
- Ribero Maddalena di Battista e della fu Blancheri Maria, di anni 42, mercantessa, di Limone (Cuneo), morta a Nizza il 16 febbraio 1880, boulevard Imperatrice di Russia, 40.
- Romagnini Luigi (senza alcuna indicazione), d'anni 76, arrotino, di Bologna, morto a Nizza il 18 febbraio 1880, via della Prefettura, 11.
- Giamassi Clotilde di Giovanni e di Tordo Riparata, d'anni 8 1/2, di Torino, morta a Nizza il 18 febbraio 1880, via di Francia, Convento del Buon Pastore.
- Dano Bartolomeo di Bartolomeo e di Maria (?), d'anni 12, di Cuneo, morto a Nizza il 19 febbraio 1880, all'Ospedale civile.
- Isaia Caterina di Francesco e della fu Artufatto Maria, d'anni 59, giornaliera, di Dronero (Cuneo), morta a Nizza il 18 febbraio 1880, via Vittorio, 40.
- Dephilippi Maria fu Giacobbe e fu Maria (?), d'anni 99, massaiia, di S. Stefano a Mare (Porto Maurizio), morta a Nizza il 21 febbraio 1880, via Dritta, 22.
- Viale Spirito di Paolino e di Dalmasso Agostina, d'anni 1 1/2, di Limone (Cuneo), morto a Nizza il 25 febbraio 1880, via San Vincenzo, 2.
- Bianco Marianna di Domenico e di Maria (?), d'anni 40, massaiia, di Crova (Novara), morta a Nizza il 25 febbraio 1880, all'Ospedale civile.
- Bottini Stefano di Giovanni e di Ramela Natalina, d'anni 4, di Loano (Genova), morto a Nizza il 27 febbraio 1880, via Santa Chiara, 1.
- Semeria Lorenzina di Paolo e di Righetti Giovanna, d'anni 15, domestica, di Ventimiglia, morta a Nizza il 28 febbraio 1880, via del Senato, 4.
- Tarallo Francesco (senza alcuna indicazione), d'anni 62, corriere di famiglia, di Napoli, morto a Nizza il 2 marzo 1880 all'Albergo della Méditerranée.
- Lanza Maddalena fu Oaorato e fu Lucrezia (?), d'anni 70, di Briga (Cuneo), morta a Nizza il 3 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Barre Anna (senza alcuna indicazione), d'anni 55, di Cuneo, morta a Nizza il 4 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Folli Alessandro fu Giovanni Battista e fu Ambrosi Giulia, di anni 38, tagliapietre, di Rezzato (Brescia), morto a Nizza il 6 marzo 1880, via Paglione, 1.
- Boschetto Giuseppe fu Antonio e fu Gassetti Maria, d'anni 31, domestico, di Rovigo, morto a Nizza il 7 marzo 1880, all'Ospedale della Croce.
- Coppa Lorenzo di Giovanni e di Caterina, d'anni 19, giornaliere, di Genola (Porto Maurizio), morto a Nizza l'8 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Berio Maria fu Calisto e fu Viale Paolina, d'anni 30, sarta, di Oneglia, morta a Nizza il 9 marzo 1880, via Vittorio, 42.
- Gianti Anna fu Carlo e fu Abba Caterina, d'anni 54, cuoca, di Busca, morta a Nizza il 10 marzo 1880, all'Ospedale della Croce.
- Camocini Francesco fu Giuseppe e fu Casartelli Rosa, d'anni 61, prestinaio, di Milano, morto a Nizza il 10 marzo 1880, via Colonna d'Istria, 9.
- Giordana Domenica di Giacomo e di Giordana Margherita, di anni 39, mercantessa, di Roccavione (Cuneo), morta a Nizza l'11 marzo 1880, via Vittorio, 5.
- Ribaudy Maddalena fu Francesco e (?), d'anni 87, massaiia, di Castel Vittorio (Porto Maurizio), morta a Nizza l'11 marzo 1880, via della Croce, 21.
- Molinati Stefano (senza alcuna indicazione), d'anni 35, muratore, di Andrate (Torino), morto a Nizza il 12 marzo 1880 all'Ospizio di S. Maria dell'Assunzione.
- Pontarotti Giovanni Battista fu Carlo e di Agostini Teresa, di anni 34, negoziante, di Oggebbio (Novara), morto a Nizza il 13 marzo 1880, via del Mercato, 10.
- Mignani Edoardo di Cesare e di Vicario Antonietta, di mesi 8, di Modena, morto a Nizza il 14 marzo 1880, via Vittorio, 42.
- Ravaccia Antonio fu Giovanni e fu Botto Caterina, d'anni 60, sarto, di Canelli (Alessandria), morto a Nizza il 14 marzo 1880, via Cassini, 13.
- Tamburini Luigi di Pasquale e di Annunziata (?), d'anni 21, minatore, di Colgelo (?) (Milano), morto a Nizza il 15 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Altari Giuseppe fu Giuseppe e fu Varino Elisabetta, d'anni 22, fabbroferraio, di Bonvicino (Cuneo), morto a Nizza il 15 marzo 1880, via Cassini, 17.
- Fassiotti Giovanni di Pietro e di Vigliano Caterina, d'anni 6, di Albiano d'Ivrea (Torino), morto a Nizza il 15 marzo 1880, via Lunel, 18.
- Arnaut Luigia fu Matteo e fu Sursana Angelica, d'anni 46, massaiia, di Bernezzo (Cuneo), morta a Nizza il 15 marzo 1880, via Villafranca, casa Astrando.
- Racea Domenica fu Marcellino e fu Domenica (?), d'anni 64, di Saluzzo, morta a Nizza il 15 marzo 1880, strada di Torino, casa Norza.
- Belloni Gio. Battista fu Tommaso e di Maria (?), d'anni 65, giornaliere, di Dolcedo (Porto Maurizio), morto a Nizza il 16 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Ghibando Giuseppe fu Matteo e fu Barale Marianna, d'anni 33, giornaliere, di Roaschia (Cuneo), morto a Nizza il 16 marzo 1880, via Provvidenza, 16.
- Piasco Costante di Giovanni e di Caterina (?), d'anni 37, giornaliere, di Dronero (Cuneo), morto a Nizza il 17 marzo 1880, all'Ospedale civile.
- Bonivardo Caterina di Michele e della fu Boyer Maria, d'anni 21, sigaraia, di Revello (Cuneo), morta a Nizza il 22 marzo 1880, via San Giuseppe, 24.

Orengo Maddalena fu Pietro e di Caterina (?), d'anni 50, giornalista, di Briga (Cuneo), morta a Nizza il 22 marzo 1880, all'Ospedale civile.

Salvai (?) (senza alcuna indicazione, meno che era marito a Rosa (?), d'anni 40 circa, commissionario, di (?), morto a Nizza il 25 marzo 1880, all'Ospedale civile.

Bianco Maria Francesca di Domenico e di Catalana Maria Teresa, d'anni 3, di S. Domenico Falao (Cosenza), morta a Nizza il 25 marzo 1880, vicolo San Francesco, 18.

Dogliani Antonia di Giacomo e della fu Sonino Maddalena, d'anni 31, sigaraia, di Narzole (Cuneo), morta a Nizza il 27 marzo 1880, via Lunel, 6.

Soldani Angelo di Vincenzo e di Specus Francesca, d'anni 5 1/2, di Rio d'Elba (Livorno), morto a Nizza li 27 marzo 1880, via Emanuele Filiberto, 28.

Bono Teresa di Maurizio e di Minardo Teresa, di mesi 22, di San Pietro Monterosso (Cuneo), morta a Nizza il 27 marzo 1880, Quartiere dell'Albero, proprietà Cauvin.

Viano Margherita di Stefano e di Goffe Brigida, d'anni 34, domestica, di Monterosso Grana (Cuneo), morta a Nizza il 27 marzo 1880, via Vittorio, 40.

Trucchi Maria fu Bartolomeo e fu Allavena Anna, d'anni 45, di Airole (Porto Maurizio), morta a Nizza il 28 marzo 1880, strada S. Pons, 16.

Vercellino Tommaso fu Matteo e di Bosco Giovanna, d'anni 62, di Santino (Novara), morto a Nizza il 28 marzo 1880, all'Ospedale civile.

Pierantoni Teresa fu Francesco e fu Cesarone Clementina, d'anni 62, cavallerizza, di Aspra (Perugia), morta a Nizza il 28 marzo 1880, via Notre-Dame, 10.

Aicardi Rosalia fu Nicola e fu Saissi Maddalena, d'anni 76, possidente, di Ventimiglia, morta a Nizza il 30 marzo 1880, via Villafranca, 15.

Macari Lucia di Pietro e di Maddalena (?), d'anni 45, massaja, di Boves (Cuneo), morta a Nizza il 30 marzo 1880 all'Ospedale civile.

Berolato Andrea fu Giuseppe e fu Berolato Domenica, d'anni 73, caffettiere, di Castellamonte (Torino), morto a Nizza il 30 marzo 1880, strada S. Pons, 14.

Giusto Maria fu Giovanni e di (?), d'anni 53, erbaia, di Mondovì, morta a Nizza il 30 marzo 1880, via della Loggia, 4.

R. CONSOLATO D'ITALIA IN RIO DI JANEIRO.

ELENCO dei RR. sudditi morti durante il 1° trimestre 1880.

Lavella Josto Francesco, d'anni 68, ammogliato, morto il 2 gennaio.

Murani Antonio, di Atena (Salerno), d'anni 54, vedovo, id.

Gentil Giovanni, d'anni 22, morto il 4 gennaio di febbre gialla.

Armande Antonio, d'anni 48, ammogliato, morto il 5 genn. id.

Celane Carolina, d'anni 30, maritata, morta il 5 gennaio.

Gerard Pasquale, d'anni 22, celibe, morto il 6 gennaio di febbre gialla.

Vetrali Rosalia, d'anni 23, celibe, morta il 7 gennaio.

Perito Giuseppe, d'anni 23, ammogliato, morto l'8 gennaio di febbre gialla.

Alvino Donato, d'anni 30, celibe, morto il 9 gennaio id.

Cesari Silvestro, d'anni 20, celibe, id. id.

Bone Domenico, d'anni 36, celibe, morto il 10 gennaio id.

Comunale Perez, d'anni 20, celibe, morto l'11 gennaio id.

Luonco Michele, d'anni 28, ammogliato, morto il 12 genn. id.

Eugenio Joanne Francesco, d'anni 23, morto il 13 gennaio id.

Nazareth Napoleone, d'anni 18, celibe, id.

Pastosi Antonio, d'anni 20, morto il 13 gennaio di febbre gialla.

Bonetto Gaetano, d'anni 3, morto il 14 gennaio.

Gava Claudina, di mesi 10, morta il 14 febbraio.

Lebras Rosa, d'anni 22, maritata, id. di febbre gialla.

Brantaroli Luigia, di 5 mesi, morta il 15 gennaio.

Babigosi Luigi, d'anni 11, morto il 15 gennaio.

Pauli Marianna, d'anni 40, nubile, id.

Stancati Giuseppe, d'anni 23, celibe, morto il 15 gennaio di febbre gialla.

Furretti Catterina, d'anni 4, morta il 15 gennaio id.

Achetti Giuseppe, d'anni 38, ammogliato, morto il 16 gennaio.

Calabre Pasquale, d'anni 16, celibe, id. di febbre gialla.

Reda Serafin Maria, d'anni 22, nubile, morta il 16 gennaio.

Braudi Valentino, di Abriola (Potenza), d'anni 40, ammogliato, morto il 17 gennaio di febbre gialla.

Coronà Anna, di mesi 27, morta il 17 gennaio.

Socha Angela, d'anni 53, maritata, id. di febbre gialla.

Razetti Anna, di mesi 11, morta il 17 gennaio.

Escamon Domenico, d'anni 31, morto il 18 genn. di febbre gialla.

Matia Luigi, d'anni 40, ammogliato, id. id.

Modulo Amabile, di mesi 11, morto il 18 gennaio.

Ponno Giuseppina, d'anni 9, morta il 18 gennaio.

De Donato Giovanni, d'anni 28, ammogliato, morto il 19 gennaio di febbre gialla.

Cito Domenico, d'anni 27, id., id. id.

Dominico Giuseppe, d'anni 2, morto il 19 gennaio.

Meschita Isidoro, di mesi 14, id.

Mallio Benedetto, d'anni 24, celibe, morto il 20 gennaio.

Pelussio Vincenzo, d'anni 40, ammogliato, id. di febbre gialla.

Corlini Teresa, d'anni 2 1/2, morta il 21 gennaio.

Lo Ponno Candido, d'anni 40, ammogliato, morto il 21 gennaio di febbre gialla.

Benicon Maglilo, d'anni 3, morto il 22 gennaio.

Carbonari Gerardo, di Tito (Potenza), d'anni 36, ammogliato, id. di febbre gialla.

Pizzo Antonio, d'anni 1, morto il 22 gennaio.

Pallito Antonio, di mesi 9, id.

Franzette Benvenuto, d'anni 46, celibe, morto il 23 gennaio di febbre gialla.

Grosse Raffaele, d'anni 19, id., id. id.

Sena Antonio, d'anni 23, id., id. id.

Nivrelli Antonio, d'anni 40, id., id. id.

De Lage Prospero, d'anni 36, ammogliato, morto il 24 gennaio di febbre gialla.

Pertiche Salvatore, d'anni 25, celibe, id. id.

Meggio Domenico, d'anni 31, ammogliato, id. id.

Mattalia Antonio, d'anni 30, vedovo, morto il 25 gennaio id.

Stellato Francesco, d'anni 23, ammogliato, id. id.

De Spagna Vincenzo, morto il 25 gennaio di febbre gialla.

Buems Vincenzo, d'anni 40, celibe, morto il 26 gennaio di febbre gialla.

Saualdo Pasquale, d'anni 28, ammogliato, id. id.

Vicenti Ermenegildo, d'anni 2, morto il 26 gennaio.

Massiotte Pasquale, d'anni 55, ammogliato, morto il 27 gennaio.

Pauto Cosimo, d'anni 50, celibe, id. di febbre gialla.

Dinany Giacomo, d'anni 50, ammogliato, morto il 28 gennaio id.

Gallo Giuseppe, d'anni 30, id., id. id.

Merola Nicola, d'anni 43, id., morto il 29 gennaio id.

Dos Santos, d'anni 19, morto il 29 gennaio id.

Geroldi Vincenzo, d'anni 24, celibe, id. id.
 Riente Filippo, d'anni 16, id., id. id.
 Fatigati Vincenzo, d'anni 53, ammogliato, morto il 30 gennaio id.
 Monaldi Vincenzo, d'anni 50, id., morto il 30 gennaio.
 Papa Pasquale, di Bonifati, d'anni 22, id., id.
 Segurana Angelo, d'anni 25, celibe, id. di febbre gialla.
 Serola Giuseppe, d'anni 34, id., id. id.
 Amariz Francesco, d'anni 32, id., morto il 31 gennaio id.
 Gavo Giuseppina, di Antonio, d'anni 2, morta il 31 gennaio.
 Aulinaro Salvatore, d'anni 17, celibe, id. di febbre gialla.
 Cevesio Antonio, d'anni 38, ammogliato, morto il 1° febbraio.
 Embriago Giuseppe, d'anni 42, morto il 1° febb. di febbre gialla.
 Estigliana Carmela, d'anni 27, maritata, morta il 1° febbraio di febbre gialla.
 Romairone Pietro, di San Pier d'Arena, d'anni 32, celibe, capitano del *Ricordo*, morto il 1° febbraio di febbre gialla.
 Carbonaro Raffaele, d'anni 21, celibe, morto il 2 febbraio id.
 Muscardelli Ermenegildo, d'anni 9, morto il 2 febbraio.
 Laviere Salvia, di Tito, d'anni 35, ammogliato, morto il 3 febbraio di febbre gialla.
 Pacheco Vincenzo, d'anni 25, celibe, morto il 4 febbraio id.
 Delduque Michele, d'anni 8, morto il 4 febbraio id.
 Garrune Raffaele, d'anni 28, ammogliato, morto il 5 febbraio id.
 Borelli Antonio, d'anni 25, id., morto il 6 febbraio id.
 Celluti Antonio, d'anni 32, celibe, id. id.
 Casali Ersilia, d'anni 29, maritata, morta il 6 febbraio id.
 Lacava Vittorio, d'anni 25, celibe, morto il 6 febbraio id.
 Mazza Marco, d'anni 59, ammogliato, id. id.
 Patrona Amelia, d'anni 50, vedova, morta il 6 febbraio.
 Reggi Carlo, d'anni 50, vedovo, morto il 6 febb. di febbre gialla.
 Andreta Rocco, d'anni 16, celibe, id. id.
 Archiero Rosa, d'anni 32, maritata, morta il 6 febbraio id.
 Bonanati Pasquale, d'anni 20, morto l'8 febbraio id.
 Giefano Nicola, d'anni 29, celibe, id. id.
 Curto Pietro, d'anni 50, ammogliato, morto il 9 febbraio id.
 Gallo Francesco, d'anni 22, celibe, id. id.
 Salmos Raffaele, d'anni 33, id., id. id.
 Crichè Clementina, d'anni 31, vedova, morta il 10 febbraio id.
 Audonata Baldassarre, d'anni 12, morto l'11 febbraio id.
 Celadini Nicola, d'anni 34, ammogliato, id. id.
 Criccheri Carlo, d'anni 35, id., id. id.
 Anossa Giuseppe, d'anni 25, celibe, morto il 12 febbraio id.
 Calgiolaria Angelina, d'anni 22, nubile, morta il 12 febbraio id.
 Celano Nicola, d'anni 50, ammogliato, morto il 12 febbraio id.
 Coruno Dionisio, d'anni 38, id., id. id.
 Dauzi Michele, d'anni 1 1/2, morto il 12 febbraio id.
 Escarillo Angelo, d'anni 24, celibe, id. id.
 Paloneri Achille, d'anni 27, id., id. id.
 Espuelidio Margherita, d'anni 36, maritata, morta il 12 febbraio di febbre gialla.
 Timboni Domenico, d'anni 30, ammogliato, morto il 12 febbraio di febbre gialla.
 Capuetto Francesco, d'anni 30, id., morto il 13 febbraio id.
 Galimpo Antonio, d'anni 36, celibe, id. id.
 Sapienza Raffaele, d'anni 23, ammogliato, id. id.
 Carolio Luigi, d'anni 32, celibe, morto il 14 febbraio id. id.
 Graziotin Giovanni, di Giovanni, d'anni 36, id., id. id.
 Lichard Francesco, di Viggiano, d'anni 27, ammogliato, id. id.
 Martelotti Francesco, d'anni 22, ammogliato, morto il 14 febbraio.
 De Angelo Emanuele, d'anni 22, morto il 15 febbraio di febbre gialla.
 Bevetone Laura, di S. Clemente (Verona), d'anni 28, maritata, id. id.
 Candu Pasquale, d'anni 25, morto il 15 febbraio id.

De Cori Eduardo, d'anni 22, id. id.
 Dussà Marso, d'anni 37, id. id.
 Miranda Luigi, d'anni 47, celibe, morto il 15 febbraio.
 Brandi Michele, d'anni 54, ammogliato, morto il 16 febbraio di febbre gialla.
 Marana Antonio, d'anni 30, id., id. id.
 Prieri Giuseppe, d'anni 30, id., id. id.
 Bonanato Pasquale, d'anni 21, celibe, morto il 17 febbraio id.
 Cocota Arcangelo, d'anni 27, ammogliato, id. id.
 Genelle Francesco, d'anni 50, morto il 17 febbraio id.
 Pamande Roggero, d'anni 18, celibe, morto il 17 febbraio.
 Pinto Enrico, d'anni 26, id., id. di febbre gialla.
 Testa Felice, d'anni 49, id., morto il 17 febbraio.
 Allò Salvatore, di S. Lucido, d'anni 39, ammogliato, morto il 18 febbraio di febbre gialla.
 Balsasso Pasquale, d'anni 32, morto il 18 febbraio id.
 Cardo Pasquale, d'anni 32, ammogliato, morto il 18 febbraio.
 Garoffe Vincenzo, d'anni 42, morto il 18 febbraio di febbre gialla.
 Melianno Anastasio, d'anni 24, celibe, id. id.
 Orsi Pamela, d'anni 27, morta il 18 febbraio id.
 Quevin Gerardo, d'anni 35, ammogliato, morto il 18 febbraio id.
 Salerno Luigi, d'anni 31, morto il 18 febbraio id.
 Saucineti Francesco, d'anni 30, morto il 19 febbraio id.
 Achete Francesco, d'anni 35, ammogliato, id. id.
 Barca Francesco Paolo, d'anni 47, morto il 19 febbraio id.
 Bertoni Pietro, d'anni 50, morto il 20 febbraio id.
 Cambeta Giovanni, d'anni 32, id. id.
 Ebole Cristofaro, d'anni 24, celibe, id. id.
 Lasta Crescenzo, d'anni 37, ammogliato, morto il 20 febbraio.
 Nigro Vincenzo, d'anni 37, sacerdote, id. di febbre gialla.
 Breinente Francesco, d'anni 32, ammogliato, morto il 21 febbraio di febbre gialla.
 Cuvello Raffaele, d'anni 23, id., id. id.
 Donati Diomede, d'anni 23, id., id. id.
 Julianio Vincenzo, d'anni 18, celibe, id. id.
 Lanxinate Nicola, d'anni 50, ammogliato, id. id.
 Trenti Luigi, d'anni 60, celibe, id. id.
 De Vincenzi Nicola Tomaso, d'anni 21, id., id. id.
 Bernardino Giuseppe, d'anni 30, morto il 22 febbraio id.
 Aglio Vincenzo, d'anni 24, celibe, morto il 23 febbraio id.
 Carbone Gennaro, d'anni 50, ammogliato, morto il 24 febb. id.
 Micheli Antonio, d'anni 11, morto il 24 febbraio id.
 Contrinho Francesco, morto il 24 febbraio.
 Carnevali Luigia Regiani, d'anni 25, maritata, morta il 25 febbraio di febbre gialla.
 Felnio Giuseppe, d'anni 40, ammogliato, morto il 25 febbraio id.
 Pato Antonio, d'anni 28, celibe, id. id.
 De Maria Tomaso, d'anni 21, ammogliato, id. id.
 Charolli Salvatore, d'anni 24, id., morto il 26 febbraio id.
 Giovanni Giovanni, d'anni 18, celibe, id. id.
 Estevon Nicola, d'anni 25, ammogliato, id. id.
 Lagato Licola, d'anni 43, vedovo, id. id.
 Mello Giuseppe, d'anni 45, ammogliato, id. id.
 Ferrari Marianna, d'anni 35, maritata, morta il 26 febbraio id.
 Carose Giuseppe, d'anni 40, ammogliato, morto il 27 febbraio id.
 Farmelli Concetta, d'anni 50, vedova, morta il 27 febbraio id.
 Grimpo Vincenzo, d'anni 30, morto il 27 febbraio id.
 Grosse Michele, d'anni 45, vedovo, id. id.
 Gallo Antonia Maria, d'anni 33, maritata, morta il 27 febb. id.
 Libertino Vincenzo, d'anni 48, ammogliato, morto il 27 febb. id.
 Larrio Giovanni, d'anni 43, id., id. id.
 Padula Clementina, d'anni 24, maritata, morta il 27 febbraio id.
 Pincanille Giuseppe, d'anni 21, celibe, morto il 27 febbraio id.

Sabbatini Luigi, di Commessaggio (Mantova), d'anni 50, ammogliato, id. id.
 Siciliano Arcangelo, d'anni 25, celibe, id. id.
 Sacco Raffaele, d'anni 13, id., id. id.
 Stranella Luigi, d'anni 50, ammogliato, morto il 28 febbraio id.
 Satiro Vincenzo, d'anni 20, celibe, id. id.
 Biana Isabella, d'anni 33, maritata, morta il 28 febbraio id.
 Forge Antonio, d'anni 23, ammogliato, morto il 28 febbraio id.
 Pugliese Biagio, d'anni 23, id., id. id.
 Lamantina Teresa, d'anni 19, nubile, morta il 28 febbraio id.
 De Jesus Rosa, d'anni 40, vedova, id. id.
 Capuchtho Giuseppe, d'anni 18, ammogliato, morto il 28 febbraio di febbre gialla.
 Antonaccio Giovanni, d'anni 17, celibe, morto il 29 febbraio id.
 Carlomagno Vincenzo, d'anni 18, id., id. id.
 Donati Rosina, d'anni 33, vedova, morta il 29 febbraio id.
 De More Giovanni, d'anni 45, morto il 29 febbraio id.
 Frota Salvatore, d'anni 35, celibe, id. id.
 Martini Antonio, d'anni 27, ammogliato, id. id.
 Pucharelli Antonio, d'anni 26, id., id. id.
 Deniche Ventura, d'anni 36, morto il 29 febbraio id.
 Colono Camillo, d'anni 22, celibe, morto il 1° marzo id.
 Carati Baratuçi, d'anni 40, ammogliato, id. id.
 De Filippo Domenico, d'anni 44, celibe, id. id.
 Martins Salvatore, d'anni 22, id., id. id.
 Stanille Luigi, d'anni 25, id., id. id.
 D'Ambre Vincenzo, d'anni 25, morto il 2 marzo id.
 Volta Ruggero, d'anni 14, id., id. id.
 Renaudo Luigi, d'anni 57, ammogliato, id. id.
 Dichani Carmela, d'anni 40, maritata, morta il 2 marzo id.
 Marchese Vincenzo, d'anni 45, ammogliato, morto il 2 marzo id.
 Del Maffio Raffaele, d'anni 36, celibe, morto il 2 marzo.
 Orvil Pietro, d'anni 25, ammogliato, morto il 3 marzo di febbre gialla.
 Scoffen Carlo, d'anni 40, id., id. id.
 Carbate Anna Maria, d'anni 45, maritata, morta il 3 marzo id.
 Volta Giuseppina, d'anni 20, nubile, id. id.
 Casonato Giuseppe Antonio, d'anni 23, celibe, morto il 3 marzo.
 Serfau Antonio, d'anni 38, ammogliato, morto il 4 marzo di febbre gialla.
 Secreda Maria Antonia, d'anni 22, maritata, morta il 4 marzo id.
 Andreane Agostino, d'anni 40, ammogliato, morto il 4 marzo id.
 Caretto Ruffo Antonio, d'anni 30, celibe, id. id.
 Charbelle Marianna, d'anni 54, vedova, morta il 6 marzo id.
 Peratelli Eugenio, d'anni 24, celibe, morto il 6 marzo id.
 Petrucci Giuseppe, d'anni 25, id., morto il 6 marzo.
 Branco Raffaele, d'anni 28, id., id.
 Tomber Francesco, d'anni 45, ammogliato, morto il 6 marzo.
 Cogliate Luigi, d'anni 40, id., morto il 7 marzo di febbre gialla.
 Santorin Gerolamo, d'anni 23, celibe, id. id.
 Melli Antonio, d'anni 22, id., id. id.
 Majolino Vincenzo, d'anni 17, id., id. id.
 Gioveno Carolina, d'anni 46, maritata, morta il 7 marzo.
 Scaramela Bianco, d'anni 53, ammogliato, morto l'8 marzo di febbre gialla.
 Beter Raffaele, d'anni 18, celibe, id. id.
 Berolde Domenico, d'anni 52, ammogliato, morto il 9 marzo.
 Guido Giovanni, d'anni 28, celibe, morto il 9 marzo di febbre gialla.
 Colonego Giuseppe, d'anni 25, id., id. id.
 Presta Giovanni, d'anni 27, ammogliato, id. id.
 Cicerelli Domenico, d'anni 36, id., id. id.
 Cipriani Vincenzo, d'anni 37, id., id. id.
 Martins Luigi, d'anni 50, id., id. id.

Long Carmine, d'anni 28, id., morto il 10 marzo id.
 Martins Francesco, d'anni 16, celibe, id. id.
 Salvi Giovanni, d'anni 25, id., id. id.
 Garafo Raffaele, d'anni 21, id., morto l'11 marzo id.
 Lauria Salvatore, d'anni 30, id., id. id.
 Maiarotta Annibale, d'anni 53, id., id. id.
 Cochoni Antonio, d'anni 30, ammogliato, id. id.
 Palmiero Giovannina, d'anni 28, maritata, id. id.
 Colli Domenico, d'anni 73, vedovo, morto l'11 marzo.
 Richote Giuseppe, d'anni 30, morto il 12 marzo di febbre gialla.
 Berard Antonio, d'anni 30, id. id.
 Conte Giacomo, d'anni 26, ammogliato, id. id.
 Cefaro Gherardo, d'anni 23, celibe, id. id.
 Trobose Giovanni, d'anni 4, morto il 12 marzo.
 Quercia Pietro, d'anni 44, ammogliato, morto il 13 marzo di febbre gialla.
 Pasquale Raffaela, d'anni 27, maritata, morta il 13 marzo id.
 Caffè Michele, d'anni 4, morto il 13 marzo.
 D'Emberio Biagio, d'anni 32, ammogliato, morto il 14 marzo di febbre gialla.
 Losso Rosa, d'anni 28, maritata, morta il 14 marzo id.
 Ragulo Arcangelo, d'anni 40, ammogliato, morto il 15 marzo id.
 Carbone Domenico, d'anni 50, morto il 15 marzo.
 De Vito Marcellino, d'anni 13, celibe, morto il 16 marzo di febbre gialla.
 Rostagno Giovanni, d'anni 40, id., id. id.
 Cavaco Antonio, d'anni 35, ammogliato, morto il 16 marzo.
 Diacollo Salvatore, d'anni 24, id., morto il 17 marzo di febbre gialla.
 Bonnano Francesco, d'anni 31, id., id. id.
 Drago Gerolamo, d'anni 26, id., id. id.
 Gaspar Giuseppe Rodrigo, d'anni 24, morto il 18 marzo id.
 Damico Giovanni, d'anni 27, celibe, id. id.
 Steriano Carmela, d'anni 36, nubile, id. id.
 Bunelli Pietro, d'anni 47, ammogliato, id. id.
 Caputa Maria, d'anni 52, maritata, morta il 18 marzo id.
 Fortunata Filomena, d'anni 28, id., id. id.
 Sartori Pietro, d'anni 30, ammogliato, morto il 18 marzo id.
 Maiolino Giuseppe, d'anni 45, id., id. id.
 Mangalle Mansueto, d'anni 14, celibe, morto il 18 marzo.
 Laviosi Emanuele, d'anni 78, ammogliato, id.
 Marano Francesco, d'anni 60, id., morto il 19 marzo di febbre gialla.
 Costancio Luigi, d'anni 32, id., id. id.
 Jandoni Giacinto, d'anni 40, morto il 19 marzo id.
 Passot Pietro, d'anni 30, ammogliato, morto il 20 marzo id.
 Acolini, d'anni 25, id., id. id.
 Mignolli Michele, d'anni 26, id., id. id.
 Paluno Filomeno, d'anni 20, celibe, morto il 21 marzo id.
 Lamarque Francesco, d'anni 13, id., id. id.
 Potera Domenico, d'anni 26, ammogliato, id. id.
 Tommasi Giovanni, d'anni 28, celibe, morto il 22 marzo id.
 Pecci Maria Rosa, d'anni 58, maritata, morta il 22 marzo.
 Caggiano Margherita, d'anni 40, maritata, morta il 23 marzo di febbre gialla.
 Deroca Francesco, d'anni 25, ammogliato, id. id.
 Joia Marco, d'anni 35, id., id. id.
 Fiorilo Gaetano, d'anni 28, id., morto il 24 marzo id.
 Amento Luigi, d'anni 10, morto il 24 marzo id.
 Mucci Giuseppe, d'anni 60, ammogliato, morto il 25 marzo id.
 Porto Gorealves Antonio, d'anni 33, id., id. id.
 Matarana Gio. Battista, d'anni 70, vedovo, morto il 25 marzo.
 Patrocino Santo, d'anni 37, ammogliato, morto il 26 marzo di febbre gialla.

Roberto Giacomo, d'anni 34, id., id. id.
Carbonizano Francesco, d'anni 40, id., id. id.
Saporito Salvatore, d'anni 11, morto il 26 marzo id.
Nida Giovanni, d'anni 14, id. id.
Tricarico Pasquale, d'anni 15, id. id.
Durso Francesco, d'anni 40, ammogliato, morto il 26 marzo.
Saroldi Gio, Battista, d'anni 56, id., id.
Tatti Sartorico Maria, d'anni 33, maritata, morta il 26 marzo.
Ramonica Domenico, d'anni 55, ammogliato, morto il 27 marzo di
febbre gialla.
Jeno Pasquale, d'anni 14, celibe, id. id.
Scala Graziano, d'anni 39, ammogliato, morto il 28 marzo id.
Sapuny Francesco, d'anni 22, morto il 28 marzo id.
Gisia Domenico, d'anni 27, ammogliato, id. id.

Foio Giuseppe, d'anni 40, id., morto il 29 marzo id.
Gamera Carmela, d'anni 10, morta il 29 marzo id.
Angela Giuseppe, d'anni 37, ammogliato, id. id.
Pasquale, d'anni 50, morto il 30 marzo id.
Nestorelli Luigi, d'anni 35, celibe, morto il 31 marzo id.
Pricarico Gaetano, d'anni 28, id., id. id.
D'Angel Domenico, d'anni 16, id., id. id.
Cherol Lima Giovanni, vedovo, morto il 31 marzo.

CAMERANO NATALE, Gerente.

ROMA — Tipografia EREDI BOTTA.